

# UBER

## et les bureaucrates



**Quelques réflexions à partir du mouvement des Gilets Jaunes**

Décembre 2019

**Uber et les bureaucrates** **p. 3**

**De la route de la servitude aux chemins de la liberté ?** **p. 19**

**Un brin de douceur théorique dans ce monde de faits bruts** **p. 27**

**Élément de critiques du travail en régime capitaliste** **p. 31**

# Uber et les bureaucrates

## Quelques réflexions à partir du mouvement des Gilets Jaunes

Dans cette période, l'automne des luttes colore notre paysage social en jaune. Voilà en un bref raccourci poétique ce que ce texte entend suggérer. Pour exprimer ce point de vue, on s'est donné comme cadre de mettre en suspend les références idéologiques de la politique (droite/gauche et leurs multiples variations) ainsi que les identités sociales assignées ou revendiquées par les personnes et les groupements. Elles sont considérées comme les résultats temporaires des luttes sociales visant à imposer ou défendre des représentations agissantes de groupes sociaux et non comme des données. Elles pourront être réintroduites dans un second temps, si nécessaire. L'insistance sera mise sur les formes de travail collectif constituant la base sociale et matérielle de ces productions. Cette méthode et ces hypothèses sont mises en débat pour être complétées ou réfutées.



## Un événement imprévisible comme expérience sociale

Les commentaires ont souvent utilisé l'image de la goutte de gazole faisant déborder le vase des difficultés de l'existence. Cette focalisation sur le court terme laisse de côté une analyse des représentations et des images mentales qui ont fait défaut ou ont été jugées inopérantes, à même d'exprimer le refus des conditions que nous sommes contraint-es de choisir *librement*. L'attention, justifiée, accordée aux tactiques de répression de cet événement, et notamment les usages de la violence d'État, détourne de l'ensemble des dispositifs ayant réussi sur le long terme et jusqu'au 17 novembre 2018 à contenir l'expression publique de révolte des personnes qui se sont rencontrées ce jour-là. Une attention portée sur ce mouvement des Gilets Jaunes ne doit cependant pas non plus faire oublier que des formes de contestation d'ampleur ont existé en France récemment (2009, 2010, 2016), certes sous des formes classiques et avec les défaites que l'on sait, et que d'autres refus des conditions imposées trouvent à s'exprimer aussi, sans devoir choisir entre les représentations légitimes de la contestation et les modes et manières de vivre alternatives et locales, notamment par l'absentéisme, les désorganisations du travail productif ou le refus volontaire du travail salarié à temps plein.

D'autre part, remarquons que l'État, organisateur d'une violence vécue comme inacceptable, fut relativement conscient d'une intériorisation largement partagée du caractère monopoliste de cette violence à défaut de sa légitimité : aucune riposte armée, de la part des manifestant-es, n'a semble-t-il eu lieu, malgré quelques menaces de passage à l'acte entendues ici ou là. Sans aucun fétichisme pour la prise d'armes, notons que ce niveau de répression, quelques fois analysé comme archaïque au regard d'autres stratégies à l'œuvre en Allemagne ou au Royaume Uni, peut au contraire être considéré comme une innovation. Dans un pays capitaliste situé dans l'un des centres d'accumulation du capital, des agents de l'État peuvent de nouveau pointer des fusils vers des foules désarmées, en-dehors des épisodes d'affrontement dans les quartiers de relégation et des répressions en milieu carcéral. Le débat sur la létalité réelle ou non de ces armes occulte le fait que, désormais, de manière subliminal, chaque manifestant-e en descendant dans la rue sait qu'il et elle s'expose à être mis-e en joue avec des armes qui, si l'État déclare l'ordre public menacé, peuvent tirer des

projectiles mortels. Le caractère imprévisible de la violence légitime s'est accrue à proportion des besoins du maintien de l'ordre, face à des contestations se développant hors des formes traditionnelles. L'absence d'encadrement de cette contestation et un recrutement hors des populations rompues à la discipline militante a donné l'occasion au gouvernement d'administrer une piqure de rappel à ces primo-militant-es encore indiscipliné-es. Cette montée en tension est perçue dorénavant par beaucoup comme un signal clair : en cas de besoin, c'est-à-dire de légitime défense, les forces militaro-policières pourront faire usage d'armes de guerre. De fait, l'État n'est peut-être plus un État de droit pour beaucoup de Gilets Jaunes mais il est encore l'État.

En tenant compte de la répression continue et des meurtres d'État concentrés dans les quartiers de relégation, il faut bien donc reconnaître le caractère relativement pacifié de l'exercice de la domination dans l'espace public au sens large, au regard des émeutes de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle en France métropolitaine, jusqu'aux massacres du 17 octobre 1961. Ce terme pacifié renvoie à une complète asymétrie entre ce monopole de la violence organisée de l'État et les révoltes et oppositions massives mais désarmées, mis à part les activités des professionnel-les de l'illégalisme. Les révolutionnaires auto-proclamé-es en Europe, professionnel-les ou amateurs et amatrices par vocation, devront bien admettre que le Chiapas et le Rojova appartiennent à d'autres géographies et que la Commune de Paris fait partie d'un autre calendrier...

Si le malaise ou la souffrance individuelle, décalage entre les anticipations admettant des renoncements temporaires et le vécu constaté, ne trouvent pas les formes permettant une expression et une action collective, c'est que les offres existantes sont perçues comme étrangères ou inefficaces. L'encadrement politique, syndical, associatif, ne peut masquer son intégration. C'est d'ailleurs le début du mouvement des Gilets Jaunes en dehors, voire contre, l'encadrement syndical et politique qui explique que le gouvernement a très tôt choisi un niveau de violence qui a toujours paru aux observateurs disproportionné au regard des risques réels. Les divers organismes d'État et les officines privées, qui travaillent sans relâche à identifier les nouvelles menaces et à inventer de nouveaux dispositifs proactifs pour conserver l'avantage, savent sans doute bien qu'en l'absence de ce qu'on appelait autrefois la police politique de la classe ouvrière (les organisations syndicales dans leur diversité), un mouvement, qu'on peut qualifier dans un premier temps d'autonome, trouve rapidement des formes de protestation, qui brise l'inhibition et la censure qu'ont instaurées depuis des décennies les organisations bureaucratiques. Ces dernières ont en effet imposé des formes réglées de l'expression de la contestation, soucieuses de rester crédibles quand le moment vient de passer à la table des négociations et de stopper toute velléité de durcir la contestation. Et c'est pour cette fonction qu'elles sont d'ailleurs rétribuées très officiellement. Cependant, leur perte de crédibilité et, parfois pour certaines d'entre elles, leur apparente rigidité, vont très prochainement justifier une coupe claire dans leurs prébendes, avec la nouvelle réforme de la formation professionnelle qui retirera aux divers organismes liés à ces syndicats, des marchés autrefois protégés. La riposte et l'offensive de certains groupes de manifestant-es, qui ont répondu à la violence délibérée du gouvernement, montrent donc en creux la neutralisation achevée des organisations syndicales et politiques.



C'est donc à ce moment de restructuration des formes d'organisation de l'obtention du consentement (intensification explicite du monopole de la violence d'État au-delà des quartiers de relégation et des prisons, militarisation diffuse des espaces publics) comme de son refus (concurrence entre les formes politiques classiques et renouvelées) qu'il faut nous situer. L'heureuse surprise ou la répulsion ressentie par le petit monde militant de la contestation est à la mesure de sa routinisation. Par analogie, un tremblement de terre majeur est un événement certain du fait des contraintes accumulées mais reste imprévisible. La mobilisation

des Gilets Jaunes sera vue ici comme une expérience sociale dont les paramètres ne sont pas choisis et ne peuvent varier, mais aussi comme création de neuf dans des limites à définir, permettant d'infirmer ou de confirmer des hypothèses. C'est l'occasion d'une approche rationnelle du social rendant compte des conditions de production de symboles, mythes, fétiches et fantasmagories... comme ce gilet jaune . Une analyse de son efficacité symbolique et de ses limites est proposée dans le texte : *De la route de la servitude aux chemins de la liberté ?*

## « Venez comme vous faites »

Ce détournement du mot d'ordre d'une célèbre entreprise d'éducation populaire (Mac Do : « *Venez comme vous êtes* ») est en fait l'impératif implicite de toutes formes de réunion collective. En temps ordinaire, dans la banalité et la brièveté des rencontres, la présentation de soi s'effectue le plus souvent à travers les références socio-professionnelles du sens commun, à défaut des positionnements politiques qui exige un cadre d'interconnaissance et une proximité sociale implicite. Dans le cas des premiers rassemblements du mouvement des Gilets Jaunes, les relations se sont établies avec des repères biographiques flous. Et c'est sur ce flou qu'ont pu miser des militant-es politiques de divers bords en masquant leur appartenance pour tenter d'opérer des recrutements dans ce public captif et tenter des prises de pouvoir. Mais quelles que soient les identités dissimulées ou suggérées, chaque personne amène avec elle, et souvent inconsciemment, en-deçà des manières d'être, des manières de faire et de dire qui la constituent. Manières de faire et de dire qui renvoient à des pratiques concrètes acquises dans les expériences professionnelles et militantes, ce que l'on nommait autrefois les rapports de production, mais également dans le cadre domestique ou rapports de reproduction.

Revenons au 17 novembre 2018. Pour des motifs divers, des agents sociaux sans affiliation ou interconnaissance préalable se sont retrouvés, physiquement réunis de manière réitérée voire permanente, à un moment et en un lieu dont la détermination ne dépendait pas d'elles et d'eux dans leur ensemble. Originellement, il y a une disproportion entre le nombre de personnes à l'origine de l'initiative et de personnes nécessaires pour que cette initiative existe effectivement. Cette caractéristique identifie une activité collective comportant une possibilité de travail en coopération, et non un contexte privé et restreint. C'est une situation au demeurant très commune dans des espaces où les activités et les travaux s'organisent suivant des procédures réglées et des temporalités partagées (activité professionnelle, loisir, sport, etc.). Ce qui n'était pas habituel, c'était la raison proclamée de ce premier rassemblement. Les formes de coopération mise en œuvre spontanément dans des occasions nouvelles ne relève pas des recherches les plus sophistiquées des milieux militants sur l'horizontalité mais emprunte et transpose, par nécessité pratique, des formes plus ou moins légitimes, expérimentées dans d'autres contextes : l'entreprise, l'administration, l'association, le club, le groupe d'ami-es, la famille. Le motif de cette rencontre, avec le gilet jaune comme signe de ralliement, était la première création de nouveauté du mouvement mais sa continuité a dû puiser dans des pratiques et des comportements déjà existants. Ce qui n'a pas interdit par la suite d'autres créations collectives comme les formes d'espace présentées plus bas, ou les slogans, images, textes qui ne seront pas analysés ici.

Cette approche du mouvement des Gilets Jaunes autorise et impose donc, par l'activité coopérative déployée pendant des mois, de mettre en avant une analyse centrée sur la division du travail : qui fait quoi et non qui est qui ? D'où une série d'interrogations : sur quelles bases pratiques s'est développée l'activité collective entre ces personnes, avec quels moyens matériels et sociaux et pour quels résultats ?



## C'est quoi, ce travail ?

En préambule, nous sommes ici dans ce domaine d'activité lié aux représentations sociales : images mentales et formulations verbales du monde social vécu, de la place occupée et des classements et des hiérarchies officielles ou dissidentes. Dans ce texte, le terme « *représentations* » indiquera la catégorie étendue d'images mentales, de formes de pensée, de symboles, de mots et non une forme historique d'exercice du pouvoir politique (démocratie *représentative*). Il est vrai que les professionnel-les de la représentation sont bien souvent aussi des porte-parole, des représentants... En un mot, une sphère d'activité où l'on prétend faire des choses avec des paroles et des expressions corporelles. Cela relève d'une forme de « magie sociale » qu'il est possible de comprendre d'un point de vue matérialiste en cherchant à identifier les conditions et les résultats de ces actions.

Deux précisions s'imposent à cette étape : d'abord, cette « magie sociale » ne doit pas faire oublier que pour qu'un ordre soit obéi, qu'une proclamation publique se réalise, des conditions matérielles et sociales doivent être réunies au préalable : des croyances partagées sur la légitimité de la situation et des rôles assignés par cette dernière ; et ces conditions constituent un arrière-plan indispensable mais jamais mentionnées dans l'ordre ou la proclamation. Ensuite, les capacités pour produire des représentations, des avis, des opinions sont très inégalement réparties entre les participant-es d'un mouvement comme celui des Gilets Jaunes. Quitte à aller à l'encontre d'une bien-pensance démocratique, les inégalités en matière de compétences et de connaissances, et notamment dans un domaine qualifié de politique, produites et entretenues en continu par le fonctionnement des institutions républicaines (système d'enseignement, démocratie représentative), sont fortes et dépendent de la position sociale et notamment de sa place dans la division capitaliste du travail. La prise de conscience de l'existence de ces inégalités se développe particulièrement dans les luttes sociales, car certaines censures ou inhibitions sont bousculées. Mais elles ne peuvent être supprimées... par magie ! D'autant que leur existence, leur maintien ou leur contestation constituent un des enjeux des luttes internes au sein du mouvement.

De manière plus concrète encore, ces images mentales sont suggérées, en deçà du langage et du texte, par des manières de faire ou de ne pas faire, renvoyant à la position et à la trajectoire sociale des personnes. Par exemple, tenir une cantine ou rédiger un tract, n'échoie pas à telle ou telle personne de manière aléatoire. Et c'est l'ensemble des relations sociales de la pratique quotidienne qui sont impliquées dans chacun de ces rôles parce que leur attribution est implicitement accordée à certain-es ou à d'autres, soit comme normal, soit comme improbable.

Enfin, ces « *quelques réflexions à partir du mouvement des Gilets Jaunes* » se classent bien sûr dans cette intention d'agir sur des classements, mais dans les limites du sociologiquement possible.

## Des entrepreneurs de cause



Ce travail intellectuel est ordinairement réservé à un corps de spécialistes, formés et rémunérés à cette fin : produire et mettre en circulation des classements et des modèles d'organisation à destinations de divers groupes. Les non spécialistes sont cantonné-es au rôle de profanes, leur expression n'ayant aucune légitimité ni aucune valeur. Dans les moments de stabilité, la séparation entre producteurs et consommateurs est nette et l'offre et la demande est régulée. Dans les moments de crise, la demande rencontre les vocations

de futur-es professionnel-les encore inexpérimenté-es, le recrutement s'élargit et la gamme des productions s'étoffe et se diversifie, pour concurrencer les classements et les organisations encore en vigueur mais déjà dévalorisé-es. Mais ces fonctions requièrent un certain nombre de caractéristiques sociales diversement partagées. Pour des nouveaux venu-es dans le travail du classement et de l'organisation, la transposition de compétences acquises dans la sphère du travail productif de marchandises ou de services est possible : manager une équipe ou organiser un rond-point est d'autant plus ressemblant dans la forme que vont se retrouver aussi sur ce rond-point d'autres nouveaux et nouvelles venu-es qui occupent une position d'exécutant-es dans la division capitaliste du travail. Des entrepreneurs se font et sont faits entrepreneurs de causes.

On peut avancer d'ailleurs que toutes les personnes qui se sont rassemblées dans ce mouvement possèdent à l'état pratique des canevas de comportements et d'actions mis en œuvre à divers niveaux de la division capitaliste du travail, toutes ayant été socialisées pour y occuper ensuite une place déterminée dans la hiérarchie des fonctions. Certaines représentations de fonction peuvent rester à l'état latent toute une vie mais peuvent être aussi réactivées si la position sociale occupée change. C'est notamment le cas dans ces occasions où les frontières instituées entre domaines d'activité deviennent poreuses. On peut aussi dire qu'une opportunité s'ouvre pour des carrières nouvelles. Dans les situations ordinaires, une personne occupant une position d'exécutant-e sait reconnaître une personne détentrice d'une autorité légitime dans une chaîne de commandement, elle possède à l'état incorporé, et inconscient le plus souvent, le sens pratique du rapport hiérarchique, même en l'absence d'uniforme ou de signe distinctif. Au point de pouvoir, si les circonstances l'autorisent, changer de rôle et endosser une fonction hiérarchiquement supérieure ... au grand dam de ses pareils, cas fréquent dans les organisations de travail. Dans une situation extraordinaire, ces repères sont en partie troublés, ce qui autorise le transfert d'attentes, déçues dans la vie professionnelle, dans un autre domaine, ainsi que la contestation de la légitimité des hiérarchies implicites ou explicites de fonctions. Notons en passant que parler de fonction ou de rôle ne doit pas être pris dans un sens absolu : en fonction de l'implication dans une organisation de travail, c'est-à-dire de la croyance dans le sérieux de ce qui est en jeu, on trouvera une propension à prendre de la distance, une attention à éclipse pour ceux et celles occupant des positions subalternes ou au contraire un investissement corps et âme pour celles et ceux qui sont pleinement à leurs affaires dans cette activité parce qu'ils et elles y occupent une position prépondérante voire dirigeante.

Les apprentis organisateurs et organisatrices ont un avantage si elles ou ils peuvent compter sur leur expérience acquise dans d'autres tâches, pour impulser, proposer, lancer des initiatives, solliciter un tel ou une telle pour prendre en charge telle activité. Quand la mobilisation perdure, la technique acquise qui permet à certains et certaines de formuler une proposition avec une fraction de seconde d'avance sur d'autres, et de la formuler au bon moment des échanges, de manière claire et concise, actualise une inégalité préexistante évoquée plus haut. C'est le privilège du précédent et du fait accompli. Il s'agit sur ces ronds-points, où aucune règle explicite n'existe encore, de faire valoir et faire reconnaître ses représentations du monde social, et les manières de faire qui les sous-tendent, dans la concurrence des autres propositions. De façon sous-jacente, cela ne relève d'aucune volonté d'affichage lié à des identités, mais c'est une manière de dire par la manière de faire.



Parler ici de travail et de sa division pourrait sembler inadéquat puisque l'on serait bien en peine de définir ce à quoi s'applique ce travail : son objet, et les outils utilisés : les moyens de production, si on

conserve une application réduite à la seule dimension du travail économique. Notons déjà que l'extension de l'analyse de la division du travail, et de l'exploitation qui en résulte, à la sphère du travail domestique a permis de visibiliser des formes d'appropriation du produit du travail issu de la classe des femmes par la classe des hommes, sans passer par la forme salariale et l'échange marchand et monétaire de la force de travail. Un simple contrat de mariage, garanti par l'État tout de même, suffit... voire un simple contexte diffus exerçant sa violence sans phrase, comme on dit. On peut donc aussi étendre ces analyses à des formes d'activité collective où la dimension proprement marchande et monétaire ne s'impose pas mais où existe une division du travail et des fonctions permettant une emprise sur le temps d'autrui et des formes d'appropriation.

Dans le cadre politique, on parle communément de confiscation ou de récupération pour désigner ces formes d'appropriation du produit d'un travail social, permises par une division et une organisation de ce même travail. Mais l'objet du travail peut dans ce cas paraître bien dérisoire : produire des banderoles, des tracts, des cabanes, etc., même en l'attente de revendications acceptées pouvant déboucher sur des résultats plus concrets (hausse de salaires, baisse de taxes, modification de statuts), tout cela ne semble pas pouvoir justifier l'engagement politique. Mais l'objet du travail politique, primordial et autant matériel que des textes, réside en fait dans les structures mentales des alliés-es, des adversaires et des ennemis qu'il s'agit de comprendre pour les transformer.

On peut également noter que le rapport à ce travail politique est vécu différemment selon la position et la légitimité qu'on prétend avoir dans son organisation ou son mouvement. Pris comme une forme nouvelle de rencontre festive, malgré les épisodes dangereux et tragiques, les espaces sociaux où s'inscrivent préférentiellement les groupes les plus dominés sont vécus comme autant de temps de vacances, renforcés par le choix contraint de s'y consacrer le samedi ou le dimanche. On est dans les registres de la plaisanterie et de la distance au rôle, entre le sérieux et le carnavalesque, où on peut prendre le temps de ne rien faire. A l'inverse, les espaces sociaux, où officient les groupes prétendant à y jouer un rôle d'organisation, sont constitués comme des extensions de leurs activités professionnelles. Pour ces derniers, les samedis et les réunions du soir sont des prolongements de la semaine de travail : il s'agit donc d'être efficace. Et ils rappellent à l'occasion, dans le registre de la culpabilisation pour les autres, leurs sacrifices personnels consentis pour la cause.

## On a la morale de ses intérêts



On reviendra plus bas sur une forme particulière de résultat : la production d'espaces spécifiques temporaires ou permanents, comme niveaux hiérarchisés de la division du travail politique. Mais un autre résultat de ce travail, souvent peu discernable comme tel, est de tenter d'intervenir sur le monde en modifiant par des mots, et par des manières de faire, les représentations sociales de ce monde, celles des autres mais aussi par nécessité, dans le cours du mouvement, les siennes propres. Les matières premières peuvent être empruntées à des ensembles idéologiques très divers et agencées de manière à être conforme aux critères implicites de la situation : faire valoir une version bonne en regard d'une mauvaise, forme de morale pratique attendue dans cet exercice. Ici également, cette propension est diversement accentuée selon la position sociale et celle occupée dans la lutte : de la nécessité faite vertu de pouvoir boucler ses fins de mois aux grandes déclamations sur l'intérêt général, fameux général qui a perdu toutes ses batailles... « *Fin du mois, fin du monde...* » renvoie en fait à deux positions sociales artificiellement réunies dans le slogan comme dans le mouvement, mais identifiant deux classes sociales.

Cette modification de la vision du monde social est différemment produite, à nouveau en fonction de

la position et de la fonction occupée dans le groupe, ce qui renvoie aux inégalités en matière d'expression : soit en faisant prévaloir ses vues, soit en relayant celles de tiers influents ou crédibles, soit en subissant celles émanant d'autrui, qui en impose comme on dit. En effet, ces représentations, dominantes ou dissidentes, de la manière de s'organiser ensemble sont requises pour s'orienter dans le monde social. Surtout quand ce qui est en jeu est d'anticiper et d'organiser des actions collectives ambitionnant de changer le monde, en conformité avec les intérêts qui sous-tendent ces intentions. Les mal-nommés « mouvements sociaux » sont les moments et les lieux où s'affrontent et se mesurent ces classements (la temporalité de la lutte et l'ordre des priorités, l'importance des rôles, les valeurs à défendre) et ces sens de l'orientation sociale pour anticiper ce qu'il est possible ou non de faire. Ce sont aussi les terrains où se développent pour certaines personnes un sens du jeu, un goût et une expérience qu'elles pourront accumuler et peut-être transposées sur d'autres terrains. Comme le disent souvent les personnes qui se sont impliquées dans ce mouvement des Gilets Jaunes : « *Ça a changé ma manière de voir les choses, le monde, etc.* ». Certainement pour beaucoup, ce mouvement a changé la représentation des forces de l'ordre et des gardiens de la paix, garantes de la sécurité des personnes et des biens... Les actions collectives et publiques ont inscrit dans les corps des leçons de choses sociales. La répétition sur une année représente un véritable dispositif pédagogique pouvant durablement modifier les représentations du monde social, placées dans la période antérieure à la mobilisation sous le signe de l'évidence et du naturel : l'Etat, les médias, les intellectuels, le personnel politique local et national, etc. Mais également d'une manière moins consciente ce mouvement a questionné les positions respectives dans les activités collectives et cela a pu susciter des interrogations sur les justifications habituelles des rôles assignés aux femmes et aux hommes, aux personnes compétentes et aux gens ordinaires, etc.

## **La production d'espaces comme niveau de la division du travail politique**

En mobilisant les classes principales d'agents sociaux et leurs rapports réciproques au sein de la division du travail existante (voir *Un brin de douceur théorique dans ce monde de faits bruts, fragments pour une anthropologie critique portative*), on peut identifier des espaces produits dans le cours du mouvement où vont s'exprimer préférentiellement des personnes et des groupes appartenant à ces classes. Il y a dans ce cas une adéquation entre ce que l'on sait et aime faire et l'espace que l'on se donne en le produisant. Temporairement, la séparation, fondamentale dans le capitalisme, entre force de travail et moyens de production structurée par la division du travail et la spécialisation, est contestée concrètement tout en s'imposant dans et par la pratique de la lutte.

On croisera trois classes : classe des femmes, des hommes, et des agents assignés aux tâches d'exécution, deux fractions de la classe de l'encadrement ou de l'organisation (traditionnelle et moderne) enfin une fraction de la classe de la petite-bourgeoisie (travailleurs et travailleuses indépendant-es). La fraction de classe de la petite-bourgeoisie des professions libérales, dont les intérêts ne sont pas touchés, ne peut trouver de fonction à remplir ; elle est plutôt absente ou dans l'expectative face à un mouvement hostile aux formes traditionnelles de représentation dans lequel elle n'arrive pas à jouer de son statut de notabilité locale. Quant à la classe de la bourgeoisie dans son ensemble, elle est évidemment hors de ces relations, puisque son représentant officiel, l'État républicain, est à la manœuvre pour réprimer, diviser, intégrer cette contestation.



Ces dénominations ne sont qu'indicatives et la position occupée dans la division du travail au sein d'une entreprise et au cours de cette lutte peuvent différer : par exemple, un entrepreneur ou un artisan occupera une position d'organisateur mettant en œuvre dans le mouvement des techniques de management innovantes ; une employée ayant un poste peu qualifié assumera une fonction d'organisatrice promouvant

une bureaucratie horizontale avec assemblée, commissions, compte-rendus, etc. Les retraité-es, dont on a souvent indiqué la forte présence, les personnes n'exerçant pas sur le moment un travail productif, se sont trouvé-es, si l'on peut dire, embauché-es par le mouvement des Gilets Jaunes, du fait de leur temps disponible mais en y apportant des compétences et des moyens spécifiques, du fait des fonctions antérieurement exercées.

Cinq espaces sociaux seront ici présentés sous cet angle : le rond-point, la manifestation, l'assemblée, l'assemblée des assemblées, les réseaux sociaux. Dans les cinq cas, l'identification des classes ou fractions de classe prédominant pour le travail collectif nécessaire à la production et au maintien de ces espaces, ne suppose évidemment pas que les autres classes ou fractions de classe soient absentes. C'est l'effervescence de la nouveauté qui rend possible une rupture avec l'ordre ordinaire et la possibilité de prendre des initiatives qui sortent des fonctions habituellement exercées dans la vie professionnelle ou domestique. Une certaine autodétermination, une audace, un plaisir de la transgression des cadres habituels séparant et hiérarchisant les postes, incitent les personnes les plus réduites ordinairement à des tâches d'exécution à faire et à parler en leur nom. Cette levée momentanée des censures sociales fournit aussi matière aux luttes internes et réorganisations ultérieures, comme on l'évoquera à la fin de ce texte.

Ces cinq espaces seront présentés sur une gradation à la fois matérielle et physique mais aussi sociale, les deux premiers niveaux renvoyant à des rapports concrets et pratiques, où la manière de faire prend le pas sur la manière de dire, et les trois suivants privilégiant les rapports basés sur le langage et la communication, dans lesquels la pratique est secondaire et où il s'agit surtout de dire comment il faut ou ne faut pas faire (une assemblée, un appel, un rassemblement, une action, une mobilisation). C'est aussi une gradation dans la valorisation implicite de ces rapports et donc suggérant la subordination des premiers aux seconds, reproduction de la séparation entre travail matériel/manuel et travail institutionnel/intellectuel structurant la division capitaliste du travail de production et patriarcal du travail de reproduction. Ces quelques réflexions peuvent être lu comme une contribution à une histoire de ce mouvement des Gilets Jaunes en ayant pour fil... jaune la lutte interne pour contester ou imposer cette séparation, en fonction de sa position dans les rapports de production et de reproduction et donc des intérêts auxquels on s'identifie.



## 1) le rond-point et les prolétaires de la lutte

Chronologiquement, c'est le rond-point qui s'est constitué en premier avec quelques fois des scissions : plusieurs emplacements sur le même rond-point voire plusieurs ronds-points par ville regroupant des personnes s'estimant plus proches socialement ou politiquement. Sur certains ronds-points, la construction de cabanes (et la reconstruction après destruction par les forces de répression) pour préparer des repas et y dormir, souvent au début jour et nuit, a constitué un espace à la fois fixe et permanent où ont pu ou ont dû s'investir et travailler pour construire et entretenir cet espace, les agents auxquels ces tâches sont d'ordinaire imposées : des membres de la classe des femmes et des travailleuses et travailleurs d'exécution, qu'on propose de réunir sous l'appellation de prolétaires de la lutte, ainsi que des personnes pouvant s'affranchir des contraintes temporelles du travail de production (retraité-es, personnes hors salariat). On retrouve là la remarque de portée plus générale que « *les travailleurs sont surtout des travailleuses* » en ce qui concerne ces tâches considérées comme subalternes, déqualifiées et précaires. Pour éviter toute ambiguïté, cette assignation à des agent-es d'exécution de ces fonctions matérielles n'a rien de normatif dans ce texte, mais on peut se demander à quelles conditions ces conformités sociales ont pu être levées et si cette dimension ne constitue pas une des dynamiques internes du mouvement. Le caractère exceptionnel de l'événement ne met pas pour autant en suspend les rapports sociaux dominants. Rappelons qu'en 2010 en France, le travail domestique était effectué pour les deux tiers par la classe des femmes. Forme de contrainte

choisie, ces personnes ont été reléguées dans ces fonctions mais ont trouvé pourtant là une occasion de mettre en œuvre dans un cadre exceptionnel, et sans trop de pression des autres participant-es, leur compétence et leur inventivité pour créer un espace permanent d'accueil et de réunion où elles pouvaient se retrouver, au plein sens social de ce terme, c'est-à-dire se confronter à la réalité de leur subordination ordinaire. Si la conflictualité n'était pas absente entre participant-es et en cas d'attaques des forces de répression, ce lieu tentait de reconstituer, notamment après destruction, un espace où cette conflictualité ne motivait pas l'ensemble des pratiques, centrées sur le maintien d'activités du quotidien : manger, dormir, discuter, distribuer des tracts, préparer des actions.

## **2) La manifestation, la classe des hommes et son encadrement**

On peut aussi inclure dans cet espace l'action de rue, dans un bâtiment, à un péage, du fait de son caractère temporaire et nécessitant une organisation se voulant rigoureuse, faisant face aux forces de répression. La manifestation répond à d'autres caractéristiques sociales, temporelles et spatiales que le rond-point, qui indique la prédominance pour leur préparation et leur déroulement de membres de la classe des hommes notamment du fait de l'importance de la violence des affrontements, consécutive à la répression rapide et brutale. Être prêt à donner des coups et à en recevoir fait partie des manières d'être, valorisées par et pour la classe des hommes, et dans la pratique par et pour la classe des exécutant-es, dont les tâches ordinaires dans le monde de la production sont souvent basées sur un engagement, voire une mise en danger, du corps. Son mode d'action impose des agencements, sous une forme planifiée ou foisonnante, selon la concurrence dans cette division du travail politique, beaucoup plus précis que dans le rond-point où peuvent coexister des styles très divers. L'efficacité est en jeu entre les divers groupes et leurs leaders, notamment dans la notation et le classement (nombre de manifestant-es, de blessé-es, d'actions, etc.) en interne et vis à vis des relais médiatiques. Vont être à la manœuvre pour diriger cette force de travail indisciplinée les divers agent-es occupant des positions intermédiaires dans la division du travail productif (classe de l'encadrement et de l'organisation, fraction de la petite bourgeoisie des travailleurs et travailleuses indépendantes). Dans certaines régions, les manifestations à venir ont été progressivement annoncées, par les leaders des groupes locaux à leur troupe respective, avec un code de couleur pour indiquer le niveau de violence prévu, avec une mise en avant des lieux les plus dangereux. Cet événement limité dans le temps, répété et placé sous le signe de la violence s'oppose au rond-point qui tente de faire vivre un quotidien dans la durée. Le principe de la manifestation publique imposant de rassembler l'ensemble des personnes mobilisées pour faire nombre et pouvoir produire avec les plus déterminé-es des actions spectaculaires, le recrutement de toutes et tous étaient de mise de la part des groupes d'organisateur-es et d'organisatrice-es. C'est ainsi que de nombreuses femmes ont participé aux manifestations les plus violentes. Et c'est devant la violence délibérément exercée par les forces de répression que ce sont éloigné-es de nombreux-es manifestant-es de la première heure.

Pourtant, on peut se poser la question si le caractère offensif et martial des préparatifs et des déroulés (matériel de protection, consignes, tactiques de dissimulation pour éviter les arrestations ou fouilles préventives, équipes de street-medics, légal team, prise en charge et recensement des blessé-es) ne renvoie pas à une division sexuelle du travail, qui semble s'être imposée à l'ensemble du mouvement. Tout comme on peut se demander pourquoi la pertinence stratégique de ces affrontements avec les forces armées n'a pas été réinterrogée, puisque sa ritualisation a constitué un point de fixation de l'affrontement dans le cadre duquel les forces de répression ont toujours eu l'avantage.

A nouveau, pour les lectrices et les lecteurs qui prendraient cette hypothèse pour un souhait, il ne s'agit pas ici de valoriser le fait que les actions violentes de rue seraient « naturellement » prises en charge par la classe des hommes et implicitement refusées à la classe des femmes. Il s'agit de faire ressortir des conséquences de l'hypothèse que les divisions sexuelle et sociale du travail en régime capitaliste structureraient l'évolution de ce mouvement des Gilets Jaunes, comme des autres luttes sociales. C'est donc cette hypothèse qui constitue la proposition mise en débat par l'entremise de ce texte.

## **3) L'assemblée, lieu de rivalité pour l'hégémonie locale**

L'assemblée locale des groupes de Gilets Jaunes, sur le rond-point ou plus tard dans une salle communale ou privée, les diverses réunions et débats (*vrais* ou *grand*), présente d'autres caractéristiques, notamment le primat du langage, susceptibles de faire prédominer des groupes sociaux pouvant transposer leur savoir-faire pratique sinon théorique lié à l'organisation d'équipe de travail ou de groupes de militants : maîtrise de la parole, capacité de synthèse, maniement de l'humour ou de l'insinuation, en un mot une capacité technique permettant de s'abstraire des contingences, de prendre de la hauteur pour se placer au niveau des enjeux considérés comme officiels dans le mouvement. Certaines de ces personnes ont rapidement appris à transposer des outils classiques de la manipulation des équipes de travail en les adaptant

à des groupes politiques et en y incorporant un nouveau style, issu des techniques du *new management*. : maîtrise des listes de diffusion, gestion des comptes sur les réseaux sociaux qui comptent..., emprise sur les moyens matériels de diffusion (rédaction des textes, photocopies, matériel divers d'expression en manifestation) et contact avec des relais médiatiques et officiels (mairies). Souvent nouvelles venues dans l'action politique, elles se sont vite opposées aux personnes formées à d'autres techniques d'organisation issues des mobilisations précédentes : assemblée générale avec ordre du jour, organisation des débats en cercle, prise de parole réglée, compte-rendu avec relevé de décisions, commissions et porte-paroles, etc.

Un des enjeux dans cette division du travail de domination est d'être reconnu comme l'intermédiaire incontournable entre la base locale et l'ensemble du mouvement, quitte à créer des niveaux hiérarchiques réels ou imaginaires (« groupe » formé de quelques complices de circonstance, coordination régionale ou nationale, assemblée des assemblées). Il s'agit de tenter de se construire une légitimité dans une forme politique sans structuration bureaucratique préalable et donc ouverte à tous les opportunistes, travestis, souvent de bonne foi, en dévouement corps et âme à la cause. Cette fonction garantit alors un contrôle et une censure sur la circulation de l'information au sein du groupe local de Gilets Jaunes et permet d'établir entre agents présentant une proximité sociale sur ce plan une affinité élective. Progressivement, s'établit un organigramme officieux et opaque au sein d'une assemblée proclamée démocratique voire horizontale, produisant une forme de passivité et d'exclusion involontaire des moins bien doté-es en capacités organisatrices et en goût pour ces fonctions.

C'est donc une lutte pour le leadership sur le groupe local qui se déroule entre tenants de deux formes d'organisation concurrentes : celle qu'on peut qualifier de bureaucratie horizontale, car la bureaucratie classique avec une hiérarchie explicite est décrédibilisée dans ce mouvement, et une organisation de plateforme, faisant référence aux nouvelles formes d'exploitation de la force de travail expérimentée au sein de certaines entreprises. Au-delà des joutes verbales recourant à des morceaux de discours politiques empruntés, pour se conformer aux règles en vigueur dans les luttes idéologiques, l'affrontement se déroule plus fondamentalement entre des méthodes d'organisation et des manières de faire devant permettre officiellement d'assurer le succès de revendications, qui sont d'autant plus des prétextes qu'elles sont plus abstraites (RIC, 6<sup>o</sup> république, etc.). Ces deux formes trouvent dans les deux espaces présentés ci-après des place-fortes présentant une plus grande homogénéité sociale que dans les précédents et servant à accumuler des avantages et des prises sur l'ensemble du mouvement, dans le cadre de leur concurrence réciproque.



#### **4) L'assemblée des assemblées, un entre-soi de la classe de l'encadrement**

On peut proposer comme hypothèse que cet espace, lancé par le groupe de Commercy sur des bases de fonctionnement égalitaires et horizontales, proches des tendances récentes des luttes féministes et écologistes, visait à rassembler les partisan-es de cette forme d'organisation du travail politique. Ces militant-es expérimenté-es se sentaient en bute à une concurrence issue de nouveaux et nouvelles venu-es dans la lutte politique, qui lançaient une OPA sur le mouvement, à base de réseaux sociaux et de nouvelles techniques de mobilisation.

Cet espace présente des caractéristiques (une occasion rare et un seul rendez-vous par lieu, une fonction de représentation, un temps personnel disponible suffisant pour le voyage et la participation, une solennité proclamée par une préparation et un protocole, un caractère auto-proclamé officiel) qui tendent à sélectionner encore plus fortement parmi les prétendant-es. Ce qui est perçu par le bon sens comme des

contraintes liés à la taille limitée du lieu de réunion et aux distances géographiques entre les assemblées locales et l'assemblée des assemblées, masque la distance sociale qui s'accroît entre les groupes locaux et cet espace, plus homogène et plus sélectif socialement. Vont s'y retrouver beaucoup de militant-es professionnelles, encarté-es, en rupture de ban ou free-lance qui vont tenter de produire un niveau de la division du travail politique dans lequel ils et elles sont plus à l'aise, parce qu'il est le lieu de leurs investissements et de leurs affrontements précédents. Les diffusions en live des différentes assemblées des assemblées permettront de vérifier que s'impose, outre le primat du langage comme au niveau local, l'impératif de la synthèse. Si les présumés de départ à Commercy proclamaient des intentions de fonctionnement équilibré et ouvert, cette relative homogénéité entre familiers des réunions militantes, mais divisés par leurs appartenances idéologiques, a produit un effet contre-productif. La production de textes et de contributions a été importante, marque du savoir-faire de cette catégorie d'encadrant-es mais la productivité du travail de ces assemblées concentrées et intenses a été en définitive très faible. Cela concerne les élaborations de représentations efficaces pouvant produire en retour des résultats sur le monde réel et la tentative de proposer un cadre explicite pour l'ensemble du mouvement. Certain-es participant-es à ces assemblées des assemblées ont cependant bien l'ambition d'arriver à une organisation qui offrirait un compromis entre une dose de centralisme et de spécialisation, suscitant de fortes méfiances dans les groupes de Gilets Jaunes, et une dose de fédéralisme et d'horizontalité.

Par contre, cet espace a, à chaque fois, permis aux délégué-es des groupes locaux et aux observateurs et observatrices de trouver un soutien et une réassurance dans des discussions entre pairs permettant de revenir dans leur groupe local reprendre leur affrontement avec leurs concurrents pour le modèle d'organisation à faire prévaloir.

## **5) Les réseaux sociaux, expression des entrepreneurs de cause**

Cet espace virtuel, composite et mouvant, a constitué un avantage pour celles et ceux qui en sont familiers pour leur activité professionnelle et personnelle, mais la liberté proclamée dans ce domaine cache un rapport inégal à ces moyens de communication. Entre le livreur ou la livreuse en attente d'un appel pour exécuter une course, le web-designer ou la pigiste en l'attente d'une tâche et le dirigeant-collaborateur d'une start-up, la subordination et l'exploitation ne sont pas vécues et subies du même côté de l'écran. Par contre, nombre de militant-es formé-es aux techniques classiques et traditionnelles ont été dérouté-es au début du mouvement par leur méconnaissance et leur inexpérience de ces outils.

L'omniprésence de cet espace dès le début du mouvement des Gilets Jaunes a introduit en force les rapports sociaux qui le surdéterminent et qui lui donnent son contenu technique, permis par les nouveaux outils informatiques. Ces rapports sociaux renvoient aux nouvelles organisations de travail et d'exploitation en vigueur dans le capitalisme de plate-forme. Sous un habillage ludique et cool, s'impose une discipline du travail qui soumet le travailleur et la travailleuse à une soumission permanente, en l'attente d'une injonction de la clientèle. L'horizontalité apparente des relations masque une inégalité absolue entre des entreprises transnationales et des exécutant-es individualisé-es et isolé-es, sans parler du contrôle étatique et de l'utilisation commerciale. Le flux tendu, l'engagement professionnel permanent, l'injonction à se mettre en scène et en images pour mieux se vendre, la notation et l'évaluation, la mise en concurrence, le marquage spatial, l'impossibilité d'un dialogue entre le donneur ou la donneuse d'ordre et l'exécutant-es sont les marques de cette aliénation 2.0 dont Uber est l'un des modèles.

L'hégémonie prise dans le mouvement des Gilets Jaunes par l'espace des réseaux sociaux a introduit ces caractéristiques, sous une forme encore atténuée, comme nouvelle organisation des luttes et nouvelle division du travail politique. La référence en boucle à des messages convoquant à des points de rendez-vous pour des flash-mob ou pour les actions le samedi et en semaine, version modernisée des décisions bureaucratiques à l'ancienne manière, instaure d'autres rapports entre d'une part, des sources très nombreuses ayant une légitimité floue et instable, au regard d'un comité central et d'autre part, des cibles abondantes et flottantes ne pouvant être comparées à des adhérent-es ou sympathisant-es d'une organisation. En lieu et place de rapports hiérarchiques explicites avec une tendance à l'établissement entre organisations d'oligopoles voire de monopoles, les propositions d'action, de textes, de slogans se déploient sur un marché concurrentiel exacerbé par la multiplicité illusoirement infinie des producteurs et productrices, des relais et des consommateurs et consommatrices. Ces positions sont valorisées d'un bout à l'autre par un anonymat qui dépersonnalise et fabrique des identités fictionnelles, représentés par des profils et constituant les nouvelles fiches anthropométriques pour les pouvoirs de police en capacité de lever ces prétendus anonymats.

Ces réseaux fonctionnent comme des chaînes de Ponzi, dispositifs financiers permettant des profits élevés avec une faible mise de départ grâce à la crédulité des participant-es en aval ; ou comme des

investissements à effet de levier, basé sur la créance accordée à des financiers n'engageant qu'un faible capital initial. Mais ce qui est en jeu ici, ce n'est pas du capital financier mais sa matière première de base : le temps social, tangible sous la forme d'une force de travail organisable et appropriable. La question revient donc à ceci pour les organisateurs et organisatrices mettant en œuvre ces nouveaux moyens : comment agréger et agencer des parcelles de temps particulier pour constituer un dispositif collectif capable de produire un effet coopératif : c'est-à-dire ayant une force totale supérieure à la somme de ses parties.

On voit que la question de la discipline de travail ou d'organisation, de parti dans le cas d'un travail politique, doit prendre une autre forme que l'autorité d'une doctrine et que les dispositifs de mobilisation ont besoin de recourir à des formes de croyance renouvelées. Dans le contexte actuel de dévalorisation de ce qui constituait la culture de lutte et de revendication basée sur une analyse rationnelle des mécanismes de reproduction des inégalités sociales, les nouveaux entrepreneurs de cause ont eu recours, sans même le penser stratégiquement, à cette création qui a eu le succès que l'on sait : le Gilet Jaune. Cette question sera abordée spécifiquement (voir : *De la route de la servitude aux chemins de la liberté ?*), mais il faudra l'inclure dans le cadre des nouvelles méthodes de mobilisation et comprendre ensemble ce symbole, l'ampleur apparente des effets sociaux obtenus et les résultats réels produits sur le monde social.

Sous l'horizontalité et la liberté concurrentielle apparente de ces relations, une inégalité initiale de positions entre promoteurs et promotrices, relais, consommateurs et consommatrices demeure, sur une base elle-même structurellement inégale due à l'infrastructure de ces réseaux, propriétés de grands groupes transnationaux, l'ensemble soumis aux injonctions des Etats capitalistes en matière de contrôle et de surveillance.



## Lutte des espaces et lutte des classes

Dans le cours du mouvement, ces cinq espaces ont interagit, retraduisant l'évolution des rapports de force entre les membres des classes et fractions de classe présents majoritairement, minoritairement ou absents, en position hégémonique, médiane ou subalterne, au sein du mouvement et vis à vis des adversaires. Il ne faut cependant pas inverser les causes et les effets : ce sont bien les rapports de forces au sein du mouvement et face à la répression qui s'illustre par le devenir de tel ou tel espace dans lequel ces rapports de force se déploient, bien qu'un espace peut aussi produire en retour des effets limités sur telle ou telle personne prise isolément.

Ainsi, le rond-point a été largement évincé et effacé du tableau de la lutte et du paysage social, les personnes s'y identifiant ont souvent pris leurs distances, n'ayant plus d'espace d'activité et d'expression. La cause première de cette éviction est la pression mise par les forces de répression mais il y a eu aussi des négociations entre mairies et certains leaders auto-proclamés de groupe locaux, le rond-point pouvant être déplacé dans un premier temps dans un lieu périphérique ou sur un terrain privé. Il s'en est suivi un abandon ou une routinisation des activités, la dynamique issue de la base sociale fondamentale à ce mouvement, comme à toutes luttes, s'affaiblissant. Cette décrue se déroula sans que les groupes sociaux plus investis dans les autres espaces ne fassent du maintien de ces ronds-points un axe stratégique, puisque leurs luttes internes, notamment concernant les formes d'organisation et l'encadrement de la force de travail politique, les portaient ailleurs.

Les assemblées locales ont connues une décrue plus nuancée mais des décisions peuvent toujours être prises à ces niveaux au nom des Gilets Jaunes par des petits comités en voie de stabilisation, parfois au prix de restructurations et de concurrence. Pour les manifestations et les assemblées des assemblées, un

processus de sélection des plus formés et expérimentés a permis leur maintien sur la longue durée. Quant à l'espace virtuel des comptes des réseaux sociaux, leur infrastructure et leur mode de fonctionnement les mettent à l'abri d'une démolition physique, mis à part les retraits de messages, car il met en œuvre une forme de travail politique fictif : un seul contributeur, voire une machine informatique, peut théoriquement alimenter et entretenir une infinité de comptes fonctionnant en boucle.

## **S'institutionnaliser ou être éliminer**

Avec l'affaiblissement au sein du mouvement des Gilets Jaunes des groupes sociaux associés à l'espace rond-point, la capacité de prolonger le mouvement devra passer par un processus d'institutionnalisation. On entend par-là, non un destin inéluctable, mais l'inscription dans la durée au sein d'un environnement social et politique dont les régularités de fonctionnement sont globalement inchangées. Les règles du droit et de la représentation politique, si leur légitimité a été un temps contestée voire déniée, comme les résultats des listes « jaunes » aux élections européennes l'ont montré, ces règles continuent de s'imposer. Certains groupes de Gilets Jaunes appellent déjà à participer aux élections municipales de 2020. Ce sont donc les groupes sociaux les plus à l'aise avec les formes organisées à base de paroles et de communication qui se trouveront à la manœuvre. Les luttes internes au mouvement viseront à mettre en place une hiérarchie d'instances dessinant un ou plusieurs organigrammes qui tenteront de stabiliser et d'unifier cette division du travail éclatée du début du mouvement, en une ou plusieurs entreprises de cause. Il s'agira de définir des objectifs et des procédures pour garantir une certaine efficacité du travail politique. Les méthodes d'encadrement et d'organisation seront alors clairement en concurrence, sous les apparences de querelles idéologiques. L'enjeu deviendra le pouvoir sur une ou plusieurs organisations, les chaînes de commandement et les divers privilèges associés. Il s'agira de durer.



## **Vers une uberisation des luttes ?**

Dans cette hypothèse, l'espace manifestation semblerait être la seule force matérielle du mouvement apte à perdurer, force de travail politique finalement assez traditionnelle dont l'utilisation prendra des tours plus classiques, renouant et pouvant s'associer avec les pratiques encadrées par les organisations ouvrières et les associations militantes. La forme manifestation pourra même temporairement renouer avec les codes et les règles de ces organisations, tout en prétendant s'en distinguer, comme l'appel de l'assemblée des assemblées de Montpellier (du 1 au 3 novembre) à rejoindre la mobilisation à partir du 5 décembre 2019. Mais l'absence de renouvellement des méthodes d'action, dans la perspective de constituer une menace pour l'expression de la contestation, se fera cruellement sentir, dans cette période de systématisation de la répression violente et de normalisation démocratique par le biais des élections. L'encadrement de cette force de travail politique plus expérimentée et plus aguerrie par une année d'affrontements, restera l'enjeu de la lutte entre les deux pôles identifiés plus haut : assemblée des assemblées et réseaux sociaux. La lutte des classements et des organisations prendra alors le pas sur la lutte des classes, par un effet d'épuisement des personnes les moins dotées à la fois en goût et en capacités pour cette forme très spécialisée de travail politique. On entre dans la phase de normalisation et d'intégration.

On assistera à une concurrence entre le mode d'organisation des bureaucrates horizontaux, pour se démarquer des références traditionnelles, et une nouvelle forme d'entreprises de cause en réseaux, flexible et à faible investissement de départ, déjà expérimenté sous diverses tendances dans les organisations de travail. Cette nouvelle forme pourra donc d'autant plus facilement recruter des adeptes, que ceux et celles-ci seront déjà entraîné-es à répondre à ce type d'organisation. Cette division du travail innovante est basée sur le recrutement participatif, l'affiliation flottante, la mobilisation permanente, la fragmentation des engagements, l'évaluation de l'individu sous la forme de ces sondages en continu que constituent les notations, forme de cotation boursière de la valeur personnelle, enfin la prédominance de l'image et du spectacle. La précarité est permanente et les espoirs de carrière incertains. Quant à la rémunération du personnel d'encadrement, elle doit être souvent générée dans d'autres activités car c'est le régime du bénévolat qui succède au salariat des permanents syndicaux ! En un mot, les militant-es vont se retrouvés-es en concurrence avec des professionnel-les promouvant une ubérisation des luttes, mais tous et toutes réuni-es dans la nécessité d'habiller leurs stratégies avec des références idéologiques et de donner des preuves de bonne volonté horizontale.



Les syndicats, quant à eux, ont parcouru une trajectoire si prononcée dans l'intégration aux mécanismes de régulation des conflits que leur position dans la division du travail de domination ne peut évoluer. Ces organisations semblent progressivement condamnées par les restructurations actuelles et à venir, vitales dans les luttes inter-impérialistes que se livrent les différentes bourgeoisies engagées dans la division du travail à l'échelle internationale. L'intégration qui leur a permis d'assurer leur survie moyennant une dépendance aux rémunérations étatiques et patronales, a aussi préparé leur déclin car elles sont de moins en moins en mesure de faire croire à leurs représenté-es qu'elles ne défendent autre chose que leurs propres intérêts. La convergence souhaitée et attendue par certain-es entre le mouvement des Gilets Jaunes et certains appareils syndicaux n'a pas eu lieu, bien que des syndiqué-es se soient activement associé-es, en tant que telles ou non, aux diverses actions et réunions. Cela peut s'interpréter encore comme une conséquence de la division du travail politique : les habitué-es des cortèges syndicaux (permanent-es, adhérent-es, sympathisant-es, retraité-es) ont été formé-es à exercer un certain nombre de fonctions dans les luttes traditionnelles. Ce personnel ne peut du jour au lendemain s'inscrire en masse dans une forme d'organisation nouvelle, abandonnant des références et des habitudes de travail dans lesquelles les bureaucraties les ont enfermés. Il constitue une main d'œuvre captive et le mouvement des Gilets Jaunes a recruté largement, pour exister socialement, dans des groupes sociaux qui étaient disponibles, sans engagement et sans expérience antérieure.

Heureusement pour la régulation des antagonismes inhérents à l'exploitation capitaliste, d'autres intermédiaires se mettent en ordre de bataille pour offrir leurs services dans l'encadrement des luttes, sous une forme renouvelée, moderne, en phase avec les nouvelles formes de l'extraction du surtravail. Mais cette forme renouvelée sera-t-elle à la hauteur des contradictions encore plus formidables que ce mode de production capitaliste et de reproduction patriarcal ne cessent de produire en s'approfondissant et en se généralisant ?

Resterait l'auto-émancipation... ce qui demanderait que l'on émancipe d'abord l'émancipation de ses gardiens zélés et de ses spécialistes universitaires, comme le suggère Jean-Pierre Garnier dans un pamphlet récent !

## Une chute de la productivité du travail de régulation des antagonismes

Un pronostic est-il possible, si l'on suit ce parallèle dans l'évolution des différentes formes de la division du travail en régime capitaliste : 1) la manufacture, les partis de notables et les associations ouvrières à base corporatiste ; 2) la grande industrie et l'administration centralisée accompagnées et encadrées par les bureaucraties syndicales et les partis de masse ; 3) l'automatisation, la financiarisation, la démocratie « du public » et l'ubérisation des luttes ?

Les organisations ouvrières se sont progressivement moulées sur les formes capitalistes d'exploitation jusqu'à s'y intégrer. Pour perdurer, ces organisations ont dû apprendre sous la contrainte, et faire accepter à leurs mandant-es, à se limiter à réguler les antagonismes, réinterprétés comme des conflits. Abandonnant la perspective d'une rupture, elles ont ainsi offert des capacités à cette grande industrie et à l'administration centralisée pour surmonter les contradictions internes et externes. La question se pose de savoir alors si les nouvelles formes d'exploitation et donc de régulation, basées en partie sur les nouvelles technologies, sont aussi performantes ?

Certains analystes pointent les prêts à effet de levier comme une fragilité importante du système financier globalisé. (voir : <https://alencontre.org/economie/la-theorie-du-capital-de-placement-financier-et-les-points-du-systeme-financier-mondial-ou-se-prepare-la-crise-a-venir.html>). Cette forme de valorisation a son pendant, comme on l'a suggéré, dans les formes de mobilisation de la contestation, mais ce n'est qu'une analogie...

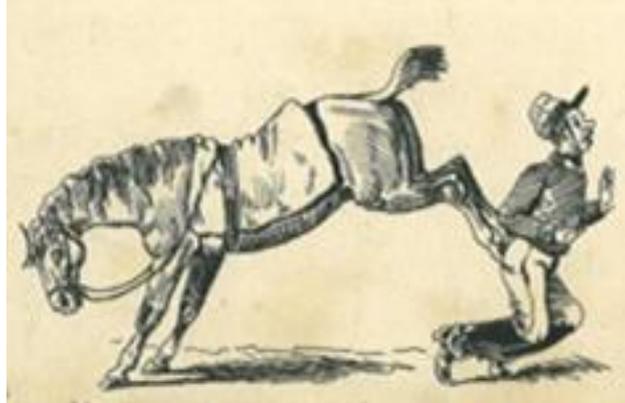
Plus intéressant est le constat que la productivité globale des facteurs de production comparée entre les dites deuxième et troisième révolutions industrielles montre que l'introduction massive de nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les industries et dans les services n'a pas produit la hausse de la productivité escomptée, constat appelé « *paradoxe de Solow* » du nom de l'économiste américain qui l'a relevé à la fin des années 80. (voir : <https://alencontre.org/economie/de-nouveau-sur-limpasse-economique-historique-du-capitalisme-mondial.html>).

Pour conclure, la situation qui s'annonce se compose d'un système productif et reproductif sillonné de nombreuses contradictions sur lesquelles on ne s'étendra pas ici et de formes nouvelles de la division du travail qui semble ne pas offrir toutes les garanties afin de jouer son rôle de restauration du taux de profit mais aussi d'encadrement des antagonismes.

La version standard de la lutte des classes présentait la bourgeoisie, motivée par une accumulation insatiable de surtravail, qui induisait la formation d'un prolétariat toujours plus nombreux et paupérisé, jusqu'à ce que cet ennemi irréductible se charge de l'élimination de la classe dominante, accomplissant ainsi sa mission historique. Les expropriateurs étaient à leur tour expropriés. Mais il semble que ce rapport social qu'est le capitalisme ait aussi produit au cours de son développement historique un troisième larron, requis pour assumer des tâches autant intermédiaires qu'absolument indispensables. Ces professionnel-les sont notamment à l'œuvre dans les modifications des formes de la division capitaliste du travail, aussi bien du travail de production que du travail de domination et de régulation. Si l'hypothèse d'une baisse tendancielle de la productivité des facteurs de production se trouve vérifiée par les faits, alors la bourgeoisie est en péril. Non pas à cause de la classe travailleuse, enfin consciente et organisée en Parti, mais du fait de l'épuisement des formes de la division du travail en régime capitaliste. Le capitalisme n'en finit pas de finir, tout en détruisant toutes les bases matérielles et cognitives pouvant permettre d'envisager d'autres futurs.

Reste à persuader énergiquement cette classe intermédiaire et troisième larron de la lutte des classes de prendre ses responsabilités et d'assumer le rôle historique qui lui échoit du fait des compétences qu'elle s'est appropriées. Cette classe doit renoncer temporairement à ses quelques privilèges qu'elle a réussie à extorquer à la bourgeoisie par le monopole de fait qu'elle s'est construit sur l'utilisation de l'ensemble des connaissances humaines. Rappelons-lui la recette de tous remplacements d'une classe dominante par une autre :  $1 + 1 = 2$  contre 1, soit aujourd'hui l'alliance raisonnée des travailleurs et travailleuses intellectuelles avec les exécutants et exécutant-es, l'encadrement capitaliste avec le prolétariat, contre la bourgeoisie.

Saluons nos prochains maîtres !



*« La crise est le moment où l'ancien ordre du monde s'estompe et où le nouveau doit s'imposer en dépit de toutes les résistances et de toutes les contradictions. Cette phase de transition est justement marquée par de nombreuses erreurs et de nombreux tourments. »*

Cahiers de prison, Antonio Gramsci

*« Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent des monstres. »*

Le même, dans une version discount

# De la route de la servitude aux chemins de la liberté ?

Ce titre en juxtapose deux, provenant d'ouvrages d'intention politique opposée, mais apparemment réunis dans un même rejet de l'État : l'un de Friedrich Hayek, économiste et tête pensante de l'offensive actuelle de la bourgeoisie ; l'autre de Bertrand Russell, philosophe et mathématicien, membre de l'intelligentsia britannique qui prit des positions contre la Première Guerre mondiale et contre la confiscation par les bolcheviks de la révolution russe.

## La route, microcosme de l'État capitaliste

La route et le chemin sont des ressources souvent mobilisées pour évoquer un devenir historique. Ce domaine sera utilisé ici pour parler à nouveau du mouvement des Gilets Jaunes. Partant de cette image, ce texte propose de considérer la circulation routière comme une métaphore de la société capitaliste, de ses rapports sociaux inégaux comme de l'accélération qu'elle impose et permet aux différentes dynamiques sociales. On pourrait parler également d'idéologie routière, au sens d'illusion intéressée mais bien fondée matériellement avec tous les caractères de l'évidence et du bon sens partagé. La circulation est entendue au sens large et comprend des éléments matériels aussi bien que des institutions et des représentations mentales :

- Le développement du réseau de transport, comme infrastructure nécessaire pour accélérer sans cesse la circulation des marchandises et de la force de travail, et par-là accroître l'accumulation du capital, est un investissement à faible rentabilité impulsé au départ par les Etats. Ce réseau permet également la pénétration des rapports capitalistes dans les espaces non encore soumis aux logiques marchandes, dans les métropoles comme dans les périphéries. Ce maillage constitue actuellement, avec la conteneurisation du transport maritime et le transport aérien, la base de la logistique, permettant le fonctionnement des entreprises transnationales en réseau, avec subordination d'autres firmes en sous-traitance, production en flux tendu et livraison sans temps mort.

- Les stratégies, ultérieures à la deuxième industrialisation, d'extension du transport routier au détriment du transport ferroviaire et fluvial, ont fait le choix du développement des grands axes de transports terrestres, planifiés dans la période contemporaine à une échelle continentale.

- L'État capitaliste intervient de diverses manières : les aides publiques aux industries impliquées dans la production et l'entretien des moyens matériels (voies, véhicules, signalisation) ; l'élaboration d'un ensemble de règles de conduite et de codes, dans tous les sens du terme, mettant la circulation automobile et les transports en commun dans les métropoles au centre de la vie quotidienne, notamment pour se soumettre à l'impératif du travail salarié ; le permis de conduire et les conditions légales pour son obtention et sa conservation et inversement sa rétention ou sa suspension comme outil pénal ; la diffusion du code de la route comme code de conduite citoyenne : dans les écoles (Attestation Scolaire de Sécurité Routière), intégré aux diverses formulations des obligations nationales (le recensement « citoyen » est obligatoire pour se présenter à l'examen du permis avant 25 ans) : « journée défense et citoyenneté » avant le nouveau Service National Universel. Dans la logique des examens, le permis de conduire constitue un rite d'institution, séparant celles et ceux qui le détiennent des autres. Son retrait ou sa non-détention impacte profondément la vie quotidienne et les projets professionnels et familiaux ; cette situation peut aboutir à l'usage de véhicules dit sans permis, manière d'être toujours dans la course sans pour autant satisfaire à toutes les conditions normales.



D'une manière plus subjective, proposer l'hypothèse que l'usage de l'infrastructure routière induise la perception de cette situation pratique comme un renforcement des rapports sociaux dominants, renvoie à des impressions du sens commun : la nécessité d'emprunter des voies préexistantes à sa propre vie pour toutes les nécessités de l'existence quotidienne (travail, loisirs, relations familiales) rappelle le primat de l'organisation sociale (concrètement l'État capitaliste) sur la personne (concrètement l'individu-e aliéné-e). Les contraintes sont présentées avec le sceau du bon sens : la ceinture..., il faut la boucler ! Ce rapport subjectif est bien sûr vécu de manière diverse selon la position et la trajectoire de la personne en véhicule particulier ou du groupe en transport collectif : de l'enfermement dans certains quartiers ou bourgs faute des moyens et des raisons nécessaires pour se déplacer, à l'hyper-mobilité des dirigeant-es et cadres supérieur-es, en passant par les mouvements pendulaires pour le travail ou les loisirs des salarié-es permanent-es, intermittent-es ou saisonnier-es. Dans un même contexte urbain, la personne n'ayant qu'un véhicule comme logement croise celle qui n'en possède pas en propre, car elle utilise tantôt des véhicules loués, tantôt des transports en commun, quand elle n'opte pas écologiquement pour un vélo entre son domicile et son lieu de travail tout proche. La ségrégation de l'habitat et les horaires de travail décalés rendent improbable que tous ces types d'usager-es de la route se confrontent au même moment sur une même voie. D'ailleurs, dans les autres situations ordinaires (travail, loisir), les agents sociaux éloignés socialement se côtoient rarement géographiquement.



Pourtant, la pratique de la route, comme passage obligé, les réunit dans une certaine promiscuité. Pour ce qui est de la circulation en véhicules particuliers, ces usager-es sont certes engoncés-es dans leur habitacle, mais leur véhicule est aussi vécu subjectivement comme une extension de leur corps propre : une manière d'exposer son identité sociale aux jugements des autres. D'ailleurs, les offres des constructeurs et les différents marchés rencontrent opportunément les nécessités de distinction et les besoins matériels pour produire une forme de marquage social, par le biais du type de véhicule choisi ou subi. Le temps passé à cette pratique la range parmi les premières activités des budgets-temps des individu-es. Il peut d'une certaine manière être considéré comme un temps de travail non rémunéré, du fait de la situation de subordination réelle et les contraintes inhérentes à ce déplacement linéaire, que viennent utilement compenser les hymnes à la liberté et à l'évasion dans les vastes espaces, accompagnant la promotion spectaculaire de ce moyen de transport. Une forme de travail qui peut être d'ailleurs (mal) rémunérée pour la catégorie des transporteurs et transporteuses professionnel-les de marchandises ou de personnes.

## Individu-es sérialisé-es et communauté imaginaire

Le contexte qui accompagne cette pratique (espace public d'intervention permanente des institutions de contrôle et de répression, jeux entre le droit et le passe-droit pour les pratiques contrevenant aux législations diverses en vigueur, connaissance partagée de la morbidité et de la dangerosité de cette activité associée à son caractère très souvent impératif) accentue la circulation routière comme métaphore de l'État capitaliste, ce qu'expriment aussi les illustrations de ce texte, reprises des campagnes de la « Sécurité Routière » française et luxembourgeoise ou d'associations d'usager-es. Ce contexte agit subjectivement en renforçant par des punitions réelles et par des récompenses illusives, mais intensément vécues, les conduites conformes ou contestataires, mais toutes compatibles avec les nécessités induites par cette infrastructure matérielle. Du côté des rappels à l'ordre et des pertes : amendes, accidents, blessures, morts et du côté des impressions de reconnaissance et des gains : sensation d'agir en interaction avec les autres conducteurs et conductrices dans un mélange de concurrence et de connivence ; forme de bravade des règles du code de la

route ou au contraire respect scrupuleux du code ; prestige ou dévouement permis par la vitesse ; exhibitionnisme du dernier modèle pour les plus fortuné-es et, inversement, véhicule customisé ou tunerisé, forme de distinction accessible aux moins fortuné-es. Cette forme de classement, renforcé par le permis à points, opère une hiérarchisation fantasmagique d'individu-es atomisé-es réuni-es dans une communauté illusoire, reproduisant les catégories séparées des citoyen-nes et de l'État-nation. Et les représentants, au sens large, de l'autorité nationale (police, gendarmerie, pompiers, services d'urgence) interviennent dans cet espace comme autant d'arbitres de la règle et de la loi sanctionnant officiellement le statut implicite : en situation régulière ou contrevenant, dans la course ou sur le bas-côté, vivant-e ou mort-e socialement parlant.

Cette individualisation des pratiques couplée à des formes de communautés imaginaires plus spécialisées (rassemblement de propriétaires par type de véhicule, concentration de motard-es, réseaux de la bien-nommée Citizen Band, logiciel de conduite collaboratif type Wase) renforce encore l'analogie de ce sous-espace du monde capitaliste avec son modèle.

## Casse et lutte des classes

Mais la réalité statistique des « dégâts collatéraux » de cette domination routière (voir : <https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2010-4-page-38.htm#>) indique que cette analogie se double aussi d'une ressemblance de fonction : une homologie avec la société capitaliste. La recherche sociale infirme l'apparente égalité de situation que suggèrent les campagnes de la « Sécurité Routière » (« tous responsables »). La probabilité de subir un accident (un seul véhicule en cause) comme usager-ère de la route ou d'y être impliqué-e (collision d'au moins deux véhicules) est corrélé avec la classe sociale. Découlant des inégalités économiques (type et âge du véhicule, degré d'entretien) mais aussi d'autres caractéristiques sociales (âge et situation de classe du conducteur ou de la conductrice, lieu de résidence rurale ou urbaine, type de conduite), la dangerosité de la pratique routière est plus élevée à mesure que l'on descend dans l'espace social. « *Parce qu'elle condense de manière dramatique de nombreuses dimensions de l'existence humaine, la sociologie des accidents de la circulation en dit sans doute moins sur la « sécurité routière » que sur les conditions matérielles et symboliques d'existence des classes sociales. Les classes populaires, les moins intégrées socialement, ne sont pas dangereuses mais en danger lors de leurs déplacements car elles cumulent tous les facteurs sociaux associés à la mortalité routière. Dès lors, mourir sur la route apparaît, à l'issue de cet examen, comme une souffrance de classe d'autant plus évitable que l'on connaît désormais mieux les accidentés* ». Dans le cas de collision de plusieurs véhicules, on peut même dire, d'une façon caricaturale, que les riches tuent les pauvres, les positions antagonistes dans l'espace social trouvant une expression concrète dans l'espace routier, comme cas particulier de l'espace du travail social (voir aussi la sociologie des « accidents de travail ») et plus généralement des rapports sociaux capitalistes. Les conséquences en cas de mort-es ou de blessé-es entraînant une procédure pénale, sont également corrélées à la classe sociale, par le traitement différencié que l'institution judiciaire applique en général, avec d'un côté les membres de la classe bourgeoise qui voient leurs peines réduites et plus souvent accompagnées d'un sursis, et de l'autre les membres de la classe d'exécution qui écopent de peines plus lourdes et plus souvent fermes.

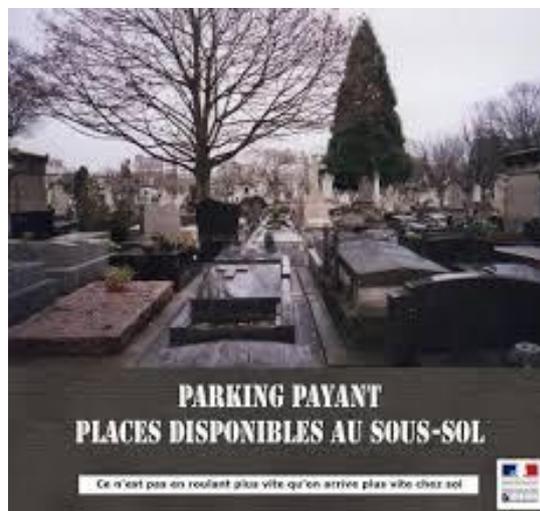


On peut remarquer enfin que l'usage ordinaire de la route soumet les pilotes et les passager-es à un flux très dense et continu d'injonctions muettes (interdiction et autorisation de la signalisation routière, aides à la conduite des véhicules récents) voire parlantes (GPS embarqué), pouvant être associées à un contexte de

stress. Ce contexte rappelle les environnements les plus oppressifs de travail, tout en autorisant des compensations secondaires (musique personnelle ou radio en continu, nourriture) laissant croire à un environnement privatif. La position assise face au pare-brise et au poste de conduite renvoie également à toutes les situations d'emprise par les écrans (travail ou loisir), rappelant la régression au stade d'automate commune à bien des situations sociales de domination. Les systèmes actuels de positionnement et de mouchardage par les employeurs, les mesures de vitesse individualisées associées ou non avec des contrôles pour les sanctions, les caméras en ville progressivement utilisées pour la détection des infractions et des délits, étendent à ce domaine d'activité les nouvelles technologies de contrôle mises en œuvre dans l'ensemble des lieux et activités de l'espace capitaliste. En attendant les véhicules sans chauffeurs associés au contrôle étendu de la circulation routière par des portiques, au nom de la « *Sécurité Routière* »...

## Et le Gilet Jaune dans tout ça ?

Ce gilet jaune, comme objet, n'est pas apparu soudainement le 17 novembre 2018. Il est utilisé par les écoliers et écolières dans le cadre du transport scolaire dans certains départements. Les conducteurs et conductrices de poids lourds, qui effectuent des livraisons, l'utilisent lors de leur travaux, de même, pour les ouvrières et ouvriers travaillant sur les voies. Les personnels de police et de gendarmerie le portent également quand ils interviennent sur la route. Le gilet jaune est également endossé par du personnel associatif lors de manifestations sur la voie publique (courses, rallye, etc.). Des pratiquant-es de divers sports l'utilisent également. Et il fait partie de l'équipement obligatoire des véhicules depuis juillet 2008. C'est un objet usuel, disponible pour toutes et tous et d'un faible coût, qui n'a pas constitué un droit d'entrée élevé pour prendre part à un mouvement lui-même naissant, contrairement aux organisations déjà existantes qui sont environnées d'une histoire, d'une culture, d'une symbolique très structurées et pouvant représenter un obstacle aux engagements des nouveaux entrants. Au début du mouvement, ce gilet jaune a donc fait figure de marqueur social pour représenter un-e usager-e, voire un-e propriétaire de voiture individuelle, véhicule et pilote tout à la fois d'accord pour prendre part à la course *sociale* mais, momentanément, sur la bande d'arrêt d'urgence *sociale*.



Le Gilet Jaune, comme symbole, a été choisi par une poignée d'individu-es comme signe de ralliement pour visibiliser la protestation initiale contre la hausse du gazole. Il a permis à une multitude de personnes de s'y reconnaître, de se rassembler et de se sentir en capacité d'agir collectivement. En effet, son port est connu par tous et toutes comme officiellement obligatoire pour un conducteur ou une conductrice d'un véhicule en panne qui doit sortir sur la chaussée. Revêtir ce gilet jaune est associé, dans les circonstances ordinaires, à des pilotes en position passive et indique une attitude de résignation et d'attente. Prenant au mot son caractère obligatoire, s'en revêtir pour déambuler ou stationner sur la chaussée ou ses abords *loin de son véhicule*, le porter debout activement et volontairement, c'est, d'une certaine manière, prendre le pouvoir au mot, retourner la contrainte et le stigmate et annoncer la couleur. Se considérer avec ce gilet jaune, tout autant que voir d'autres le revendiquer, a constitué un acte de connaissance et de reconnaissance et une forme de prise de conscience assumée :

- « *Oui, je suis en panne* »
- « *Oui, je suis à sec* »
- « *Oui, je suis laissé-e sur le bord de la route* »
- « *Et je ne suis pas seul-e !* »

On peut remarquer que ce signe de ralliement fonctionnant positivement pour les participant-es du mouvement, est marqué négativement par les forces de répression, d'où les obligations faites dans les derniers rassemblements de jeter son gilet jaune pour pouvoir sortir de la nasse policière.



## Misère de condition et misère de position

Pour pouvoir rendre compte de l'efficacité première de ce signe, on peut s'appuyer sur deux notions que fournit la sociologie critique. Cette dernière distingue la misère de condition et la misère de position. La première renvoie à des conditions d'existence, des manques ou des insuffisances, où le minimum vital pour assurer les besoins les plus élémentaires est incertain et ne s'envisage que du jour au lendemain. Elle s'observe dans les régions les plus exploitées de l'espace social. La deuxième renvoie à une précarité ou une souffrance vécue car la situation sociale anticipée ne correspond pas avec la position sociale constatée. Cette misère de position peut être présente dans l'ensemble des classes sociales puisqu'elle renvoie à des relations de position mais elle se rencontre notamment dans les positions intermédiaires des divers domaines d'activité et de travail. Elle exprime un déficit de reconnaissance, au regard de la bonne volonté et des sacrifices consentis pour se conformer aux exigences du contexte de travail ou d'activité. On a joué le jeu et les gains ne sont pas à la hauteur espérée. Et c'est dans ces positions entre-deux et en porte à faux que se sont recrutés majoritairement les Gilets Jaunes, dans des secteurs marqués par des stratégies individualistes et concurrentielles.

Pour continuer l'analogie, les grandes organisations de travail notamment du secteur public (Éducation nationale et surtout, pour ce qui concerne ces réflexions, SNCF et RATP) avec des collectifs de travail encore présents bien qu'affaiblis et qui sont les derniers grands bastions du syndicalisme, renvoient à des représentations se rapprochant des transports en commun plus que des véhicules individuels. Les salarié-es du secteur public et des grandes entreprises n'ont pas fourni les gros bataillons des Gilets Jaunes, puisque ce gilet jaune, objet et symbole, concerne d'abord les pilotes d'automobile et de poids lourds, pris dans les logiques individualisantes de la route.

Enfin, pour rendre compte d'une autre référence spontanée du mouvement des Gilets Jaunes, on peut rapprocher l'identité pratique du conducteur ou de la conductrice insérée dans l'espace routier et l'identité idéologique du citoyen ou de la citoyenne dans l'espace national. Les références au drapeau, au chant patriotique recyclent des éléments construits socialement mais naturalisés, qui se combinent pour tenter d'imposer une unité. A ce niveau symbolique, on trouve une logique prophétique de rappel des principes originaux de la Révolution Française pour proposer de refonder une communauté nationale, pour refaire tourner rond une société de citoyen-nes-automobilistes. Mais cette démarche fondée sur des analogies s'accompagne du refoulement de l'arbitraire qui est historiquement au fondement de ces impositions d'identité nationale.



Les commentaires ont souvent insisté sur l'hétérogénéité de la composition sociale des groupes, eux-mêmes divers, réunis temporairement sous la bannière du Gilet Jaune. Si l'univers de la route est bien un microcosme du monde capitaliste, le conducteur ou la conductrice qui ne peut plus suivre le mouvement, quelle que soit sa place dans la hiérarchie des fonctions et des privilèges, se voit justifier de revêtir cet insigne. Non plus pour attendre un hypothétique secours d'autorités dans lesquelles ils et elles n'ont plus confiance mais pour faire nombre avec d'autres ayant ressenti la même urgence. La visibilité, la capacité de se réassurer dans le bienfondé de sa protestation publique, notamment de la part de personnes déifiantes vis à vis des organisations traditionnelles, la volonté de faire advenir des changements concrets dans sa situation personnelle, tous ces motifs ont trouvé dans le rond-point un espace expressif pour symboliser le changement de cap jugé indispensable.

## Carrefour stratégique ou voie de garage ?

Ce nœud dans les réseaux routiers, abondant tant pour des raisons de fluidité que de subventions déguisées aux entreprises de travaux publics accompagnées de rétro-commissions, oblige l'ensemble du trafic routier à converger et à ralentir pour entreprendre un changement de direction. Comme l'analogie de la panne et de la difficulté personnelle, c'est ici l'analogie du flux de véhicules et de l'ensemble de la société en mouvement, vécue au niveau local de la commune, qui est mobilisée par les participant-es du mouvement. Il s'agit de faire masse pour tenter d'intervenir sur le cours des choses et des événements afin de les réorienter dans une direction que l'on espère plus propice. D'une manière pratique, c'est se substituer aux directions officiellement implantées sur le rond-point en faisant des blocages, des barrages filtrants pour distribuer des tracts, proposer aux automobilistes encore pris dans le flot de la circulation et des routines de la vie quotidienne de faire une halte et de partager un repas ou une discussion dans ces lieux d'accueil improvisés. Un arrêt volontaire en solidarité avec ceux et celles qui se disent sur le bord du chemin. C'est aussi tenter d'intervenir sur les flux de marchandises, puisque des actions sur les lieux de production et de stockage sont le monopole bien gardé des organisations syndicales.



L'inversion symbolique et la contestation des codes, ici du code de la route, sont une reconnaissance implicite mais réaliste de l'existence de ces normes. Ce furent dans le passé les moments de carnaval ou de révolution, quand l'ordre du monde était mis temporairement cul par-dessus tête. Et certains aspects de la mobilisation des Gilets Jaunes ont pris des formes carnavalesques limitées (injures, caricatures, « ... *on vient te chercher chez toi !* »), au grand dam des révolutionnaires professionnel-les.

## Prolétaires de la lutte, laissez-nous parler en votre nom !

On voit que si les analogies ont pu être le ressort pour le déclenchement du mouvement, elles dessinent aussi ses limites. L'inégalité sous-jacente au domaine routier ne peut pas être évoquée ouvertement car elle renverrait à l'inégalité de classe structurelle de l'ensemble de la société. Derrière le « *Tous Gilets jaunes !* », il y a l'exploitation et la domination de classe. Pourtant, il est apparu évident qu'une annulation du motif premier de révolte (la hausse du gazole) ne pouvait répondre à l'ensemble des motifs qui se sont exprimés et les décisions du gouvernement ont été vécues comme des insultes et du mépris.

Si le Gilet Jaune a pu produire cet effet de rassemblement fondé sur l'analogie entre la panne et l'échec ressenti, analogie pouvant agir à différents niveaux de l'espace social, il a fait se rencontrer des personnes occupant objectivement des positions distantes socialement, ce qui rend improbable une cristallisation durable dans une forme organisée, une fois l'euphorie fusionnelle passée. L'inscription différenciée des participant-es dans la division capitaliste et sexuelle du travail trouve à s'exprimer par des divergences dans les manières de faire et l'unité apparente se fragmente, comme on l'a suggéré dans le texte « *Uber et les bureaucrates* ». Les intérêts particuliers prennent le pas sur l'unité spontanée et enchantée des débuts, vécue pratiquement sur les ronds-points.

L'institutionnalisation et la permanence se construisent par une élimination ou un retrait des groupes les plus hétérogènes et les moins intéressés à la lutte politique et à ses codes, ceux et celles situées notamment dans les positions les plus basses de l'espace social, les prolétaires de la lutte. Si ce n'est pas une élimination par épuisement, c'est du moins la confiscation de leur volonté et de leur expression, dissimulée par la prétention à parler en leur nom. Cette dynamique s'est exprimée par exemple par l'effacement progressif des ronds-points et le transfert spatial des lieux stratégiques vers des salles de réunion, avec une collaboration objective entre les groupes d'organisateur-es et d'organisatrice-es, pris dans leurs luttes internes, avec les pouvoirs municipaux, trop contents d'invisibiliser les rassemblements, hors des temps de manifestations.

Les représentations antérieures qui furent produites et diffusées afin de mobiliser des groupes s'identifiant avec ces représentations, sont aujourd'hui dévalorisées : *Prolétaires de tous les pays... « Travailleuses, travailleurs ! »* Même le terme de *salarié-e* semble pour certain-es obsolète, au regard des nouvelles formes de subordination et d'exploitation de la force de travail. Une des dernières en date « *Nous sommes les 99 %* » fut également une tentative de mobilisation basée sur des représentations relevant du sens commun. C'est la forme d'allure moderniste et pseudo-scientifique de l'ancienne incantation en appelant au *peuple*. Le paradoxe réside dans le fait que cette représentation renvoie à une quasi-unanimité ou une quasi-globalité mais n'en est pas moins, comme les autres représentations, produites et mises en circulation par des minuscules minorités. En ce sens, il y a à l'origine un coup de force symbolique pour tenter d'imposer une représentation et mobiliser des personnes sans que la question du libre consentement ne soit explicitement posée, au vue des conséquences qu'une mobilisation peut impliquer.



Mais les formes nouvelles semblent perdre en productivité politique, c'est-à-dire en capacité pour passer du groupe théorique au groupe actif en passant par le groupe pratique et mobilisé. Avec le déroulement de la mobilisation, les expressions se multiplient, les revendications se diversifient retraduisant

en partie l'hétérogénéité de la composition sociale. On peut illustrer cette productivité déclinante par la question des porte-paroles : leur autorité sur un mouvement dépend de l'efficacité du travail préalable nécessaire pour inculquer un ensemble de croyances au groupe qu'ils ou elles prétendent représenter. Pour le mouvement des Gilets Jaunes pris dans son ensemble composite, l'illégitimité des porte-paroles auto-proclamé-es pour conduire des négociations avec le gouvernement, qu'il faut distinguer de la reconnaissance sur un mode spectaculaire et médiatique des « figures du mouvement », reflète bien l'hétérogénéité de ce rassemblement. La faiblesse des porte-paroles, qui est vue positivement par les tendances antiautoritaires du mouvement, est à la mesure de la symbolique du Gilet Jaune, force de mobilisation et d'agrégation et faiblesse de transformation des représentations du monde social pour le transformer à son tour.



Les formes de mobilisation dépendent donc pour leur efficacité à modifier les représentations du monde social, et en retour pour être en mesure de changer ce monde, de leur plus ou moins grande proximité avec la structure objective de ce monde. Si la théorie des classes sociales a pu avoir un effet sur la pratique et la réalité, c'est que la distance entre le monde social réel et le monde mental représenté dans les consciences pouvait être franchie par un effort de construction et de volonté, certes à coups d'endoctrinement, de propagande et d'illusions intéressées. On n'oublie pas pour autant ici les monceaux de cadavres des « larges masses » qui ont comblé les failles de la théorie et ont été amassés pour servir de marchepieds aux « vainqueurs » pour s'installer dans les fauteuils des anciens maîtres.

Le Gilet Jaune et le rond-point ont une efficacité symbolique temporaire fondée sur des analogies mais ne peut aller plus loin que le groupe mobilisé. Car le modèle de vision du mouvement des Gilets Jaunes n'est pas fondé sur une analyse des principes fondamentaux de divisions du monde social, principes fondamentaux qui le traverse lui aussi et le fragilise, faute de l'explicitier et d'en tenir compte.

**Si un gilet jaune  
suffisait pour le sauver  
ça se saurait...**

Le comité interministériel de la sécurité routière du 11 mai 2011 a décidé de rendre obligatoire le port d'un équipement rétro-réfléchissant (gilet ou blouse) pour tous les conducteurs de deux-roues motorisés de 125 cm<sup>3</sup> et plus. Les conducteurs des motards portent déjà des éléments rétro-réfléchissants et ceux-ci doivent circuler avec de croquerement allumés. L'obligation du port d'un gilet fluo ne permettra donc pas d'améliorer la protection des conducteurs en cas de chute et encore moins d'éviter celle-ci. Baisser la TVA sur les équipements de sécurité serait beaucoup plus utile...

**SÉCURITÉ DES DEUX-ROUES MOTORISÉS RÉFLÉCHISSONS AUTREMENT**

**EFMC**  
Équipement de Sécurité  
www.efmc.fr

© 2011 EFMC - Tous droits réservés

Comme dit le proverbe grec : « *Si le renard sait beaucoup de choses, le hérisson n'en sait qu'une, mais importante* ». Agissons et réfléchissons autrement.

# Un brin de douceur théorique dans ce monde de faits bruts

## Fragments pour une anthropologie critique portative

L'analyse proposée ici répond au principe de parcimonie, c'est-à-dire au souci de ne pas multiplier les hypothèses inutiles. L'objectif est de pouvoir comprendre la multiplicité et la complexité des observations par la prise en compte de relations sous-jacentes simples. *Simpliste...* Cette proposition vise à présenter un modèle maniable, mais qui ne prétend pas pour autant pouvoir rendre compte de la totalité des observations.

La production toujours changeante, donc historique, de notre monde social met en œuvre des formes de travail et d'activité collectives. L'humanité transforme en permanence son environnement en se transformant elle-même. Mais sous cet emballage philosophique existe une réalité matérielle et sociale incontournable : l'inégalité des conditions et des positions.

- « *L'humaine condition est notre bien commun !* » clame la philosophie en s'enfuyant dans son bureau.

- « *Comme nous l'apprend l'histoire de l'évolution, nous partageons une même réalité ontologique* » déclame doctement la biologie, réfugiée dans le fond de son laboratoire.

- « *Certains sont plus égaux que d'autres* » nuance la sociologie critique, nichée dans le monde universitaire « *les sociétés humaines sont structurées hiérarchiquement.* ».

- « *Ces niveaux associés à des privilèges sont en fait le terrain et l'enjeu des luttes, visant leurs maintiens ou leurs subversions !* » proclame la faire-prendre-des-vessies-pour-des-lanternologie, exprimant son point de vue au nom de valeurs universelles.

Laissons là, c'est-à-dire dans le monde séparé des discours académiques, ces spécialistes et prenons le chemin des pratiques sociales concrètes et spécialement de la division sociale du travail, en retenant que notre monde est cohérent, hiérarchisé et conflictuel.

Ces inégalités structurées en un système sont le résultat des diverses formes d'organisation de l'activité et du travail, fondées sur l'appropriation du produit de ce travail d'un groupe par un autre (exploitation/expropriation) et la réduction au statut d'objet du groupe exploité (domination).

## Le mode de production domestique

La première forme historique structure les unités domestiques et familiales au sens large. Elle met aux prises la classe des hommes et la classe des femmes du point de vue de la division genrée du travail qui est ici privilégiée, sur le mode 1 contre 1. Cette division ne renvoie pas à un sexe mais à des fonctions possibles ou impossibles, autorisées ou interdites. Ainsi, les jeunes peuvent être classés parmi la classe des femmes et d'autres membres exclus de cette structure binaire. On parle de mode de reproduction domestique pour mettre l'accent sur l'exploitation du travail de la classe des femmes, et de patriarcat pour insister sur la domination exercée par la classe des hommes. Cette forme fondamentale, au sens historique, s'est vue concurrencée par d'autres inventions sociales et a dû évoluer pour conserver certaines de ses fonctions, sous une forme renouvelée. On parle de travail et d'activité dans la sphère de la reproduction, à la classe des femmes étant imposé la reproduction biologique et sociale des unités elles-mêmes, par une division du travail genrée. Retenons qu'elle impose, par le diktat de l'évidence supposée des sexes, des oppositions binaires. Cette dichotomie est retraduite, en écho et en miroir, dans des oppositions sans fin basées sur des analogies : intérieur – extérieur, bas – haut, corps – esprit, émotion – raison, nature – culture, sauvagerie ou barbarie – civilisation, que l'on retrouvera comme matériaux de base pour les luttes de classements évoquées plus bas.

Pour aller plus loin : <http://sortirducapitalisme.fr/notes-de-lecture/202-christine-delphy-l-ennemi-principal-economie-politique-du-patriarcat-2> et l'ouvrage : Christine Delphy, *L'ennemi principal* (Tome 1): *économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, 1998

## Les modes de production

Les formes postérieures d'appropriation combinent les effets d'une complexification de la division sociale du travail, d'une hausse de la productivité et d'une spécialisation toujours plus poussée, segmentant les formes organisées de travail et d'activité en de nombreux domaines différenciés mais ressemblants du point de vue des relations sociales. A partir et au-delà de la production matérielle toujours plus abondante sur laquelle s'effectue les prélèvements des groupes dominants, peut se développer des groupes se spécialisant dans des activités de production qualifiées de symbolique, de culturelle, d'intellectuelle, de technique, d'artistique, de scientifique pour la période moderne, etc. Ces groupes utilisent de manière prépondérante l'expression et plus spécifiquement le langage, l'analogie et la logique pour les productions récentes, comme outils pour travailler non pas sur une matière physique mais sur leur propre matière cérébrale, puis celles des destinataires de leurs productions, situés au-dessus (justifications, louanges, réprimandes), à leur niveau (hommages ou querelles), ou en-dessous (conditionnements, enrôlements). Ces domaines d'activité ont la particularité, par l'usage du langage, de pouvoir faire exister par des mots des entités n'ayant aucune existence dans le monde physique. Ces entités n'en ont pas moins une existence matérielle, mais dans la tête des personnes qui y sont exposées et les incorporent, et donc capables d'effets en retour sur l'environnement social (croyances, dogmes, idéologies). Leur dispense plus ou moins complète de travail matériel rend ces groupes dépendant d'une redistribution directe ou indirecte, prise sur les prélèvements opérés par les groupes dominants.

On parle de modes de production communiste primitif, esclavagiste, tributaire, asiatique, hydraulique, féodal, absolutiste, capitaliste pour le dernier en date (marchand puis industriel), modes de production qui buissonnent, se concurrencent et s'hybrident. L'opposition classique entre travail intellectuel et travail manuel se double, avec l'émergence d'un pouvoir centralisé, d'une opposition entre travail institutionnel et travail matériel. Des groupes apparaissent et se structurent, spécialisés dans la production des représentations et des classements légitimes assurant la conservation de l'ordre social (orthodoxie) et des représentations et des classements concurrentes anticipant ses possibilités de transformation (hérésies). Pour imaginer, à côté des travailleuses et travailleurs modelant l'environnement et la matière, de nouveaux spécialistes pétrissent les cerveaux et les corps. Et tous ces travaux rencontrent des résistances. La stabilité des représentations par-delà les générations qui naissent et meurent, impose le recours à des institutions spécifiques et durables différemment dosées en rationalité et en légitimité (mythes, cultes, coutumes, règles, droits, normes), autorisant des accumulations de privilèges et de ressources plus ou moins systématisées au profit des groupes dominants. Retenons que le mode de production capitaliste associé à un pouvoir étatique centralisé fonctionne réellement sur des oppositions ternaires (commandement, organisation et légitimation, exécution), alors que sont mis en avant une opposition binaire (dominants – dominés, exploités – exploités) ou une opposition ternaire imaginaire (par exemple : noblesse – clergé – tiers-état ou élite – classes moyennes – classes populaires).

## Le mode de production capitaliste

Au sein du mode actuel de production capitaliste se conserve à l'état plus ou moins actif selon l'histoire de la formation sociale considérée des vestiges des modes de production précédents. Par exemple, les relations interpersonnelles de dépendances locales (clientélisme et autorité des notables) sont des persistances de relation suzerain – vassal. Les rapports de classes fondamentaux au sein du capitalisme s'établissent entre la bourgeoisie assurant le commandement et la direction, l'encadrement capitaliste prenant en charge les fonctions intermédiaires au sens large dans de multiples domaines et le prolétariat réduit aux tâches d'exécution, sur un mode 1 + 1 contre 1, variable selon les périodes. Pour tenir compte de la persistance des rapports sociaux antérieurs, une quatrième classe, la petite bourgeoisie, réunit les petits producteurs et productrices marchands indépendant-es et les professions libérales mettant en valeur, souvent à titre personnel, un petit capital économique ou informationnel.

Pour aller plus loin :

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/bihr\\_alain/encadrement\\_capitaliste/encadrement\\_capitaliste\\_texte.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/bihr_alain/encadrement_capitaliste/encadrement_capitaliste_texte.html) et l'ouvrage : Alain Bihr, *Les rapports sociaux de classes*, Lausanne, Éditions Page deux, 2012.

La dynamique principale est assurée par la coexistence conflictuelle du mode de production capitaliste (1 + 1 contre 1) et du mode de production domestique (1 contre 1) sur fond de concurrence entre

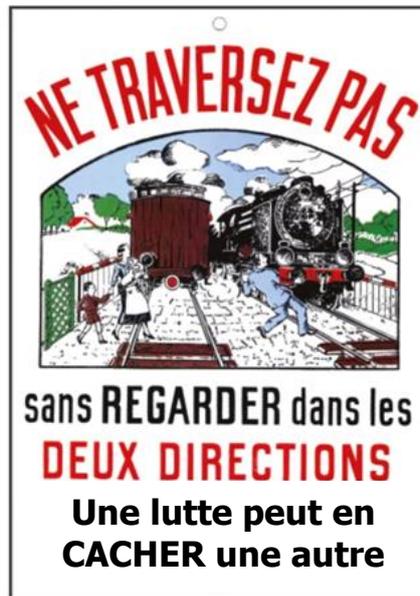
les divers pôles d'accumulation des ressources à l'échelle mondiale. L'encadrement capitaliste, comme classe intermédiaire, occupant des positions indispensables pour le fonctionnement en phase d'expansion et pour la gestion en cas de crises, voit actuellement sa situation et ses quelques privilèges menacés, notamment pour ses fractions inférieures. Cette classe fut, dès l'essor du mode de production capitaliste, porteuse d'un projet politique fondée sur la rationalisation de l'exploitation, la démocratie formelle et la gestion étatisée, projet que l'on identifie dans les diverses formes de socialisme ou d'indépendantisme national. Ce projet qui visait la prise du pouvoir d'État, par une voie réformiste ou révolutionnaire, a été largement défait. Bien que toujours prétendante au pouvoir, non pas en raison du contrôle sur les moyens de production, mais au nom du monopole de fait qu'elle impose sur les savoirs et les connaissances de l'humanité, l'encadrement capitaliste se trouve divisé entre des couches organiquement liées à la bourgeoisie, notamment au niveau des ensembles continentaux, et des couches isolées politiquement au niveau de l'État-nation, car incapables d'organiser des alliances avec les deux autres classes inférieures (prolétariat et petite-bourgeoisie). Cette difficulté provient notamment du fait que la cible classique de son projet politique, l'État-nation, se dérobe et que les centres de commandement à l'échelle mondiale sont dispersés entre des structures floues (U.E. Mercosur, ASEAN, ALENA) et des organisations spectaculaires (Nations Unies, OMC, G 8, G 20, etc.). Elle se voit en concurrence sur les terrains des luttes nationales avec des projets politiques nationalistes, souverainistes ou régionalistes portés par d'autres classes ou fractions de classes (petite bourgeoisie, petit patronat). Cette faiblesse est bien exprimée par le déclin, voire la disparition, de son corpus théorique le plus efficient : le marxisme classique ou révisé.

A la violence nécessaire au maintien voire à l'accroissement des inégalités répondent des luttes dont la forme dépend des terrains et des enjeux : lutte binaire (1 contre 1) et lutte ternaire (1 + 1 contre 1). Elle se matérialise d'une part par une lutte de classes du point de vue de la production matérielle pour l'appropriation des produits du travail et de l'activité (avec ou sans médiation marchande et monétaire) et par une lutte des classements pour l'imposition ou la contestation des représentations légitimes et dissidentes.

Enfin, la division capitaliste du travail a elle-même une histoire et en conserve les traces. Persistance des relations corporatistes antérieures, de l'artisanat et du travail indépendant ; prédominance des grandes organisations bureaucratiques ; émergence des nouvelles organisations flexibles, en réseau, avec le capitalisme de plate-forme. Ces formes de la division capitaliste du travail s'inventent dans la concurrence inhérente à la production matérielle en vue de s'approprier et de contrôler la part la plus importante du produit du travail social. Elles sont également expérimentées et transposées aux fonctions des administrations d'État et aux organisations spécialisées dans la production improprement qualifiée d'immatérielle : les représentations sociales et les classements. Ainsi, dans le domaine politique depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle sont apparus et coexistent les partis de notables, les partis de masses et les regroupements politiques « non institutionnalisés», pour reprendre l'expression de Bernard Manin : *« L'érosion de la démocratie de partis laisse place à la démocratie du public, qui n'est pas moins conflictuelle ni moins divisée, mais où les conflits et les divisions ne cessent de se reconfigurer. Les « publics », ce sont ces regroupements d'individus ou de citoyens qui changent selon les circonstances, qui se redéfinissent au cours du temps et participent ou non à l'expression électorale. Les différents segments de la population ne se reconnaissent plus durablement dans les partis, mais ils peuvent se regrouper momentanément pour produire le succès ou l'échec de l'un d'entre eux. La volatilité de l'électorat s'accroît, les électeurs se mobilisent et se regroupent selon des lignes de partage qui varient avec les circonstances. Cette mobilité est aujourd'hui favorisée par l'usage d'Internet et des réseaux sociaux, qui ont considérablement réduit les efforts et le temps qu'il faut pour relier et coordonner des individus dispersés. Des groupes, même de taille réduite, peuvent aujourd'hui attirer l'attention sur des sujets très spécifiques, sans passer par la constitution d'organisations structurées. Cette capacité accrue à constituer des publics augmente la possibilité pour des opinions peu répandues ou changeantes de s'exprimer publiquement. »*

[<https://esprit.presse.fr/article/bernard-manin/les-habits-neufs-de-la-representation-entretien-39629>]

## Essence ou diesel ? Deux ou trois camps ?



A quoi fonctionne donc le moteur de l'histoire ? Aux luttes, bien sûr ! Et ces luttes engagent les groupes et agents sociaux en fonction de qu'ils et elles font ou ne font pas et non, dans un premier temps, en fonction de ce qu'elles et ils sont ou ne sont pas. Les fonctions assumées, revendiquées, imposées, interdites dans les luttes aux unes et aux autres s'imposent d'emblée avant les identités sociales renvoyant à une essence irréductible ou changeante. Au commencement, il y a l'action, puis le verbe...

Cependant, les glissements entre terrains de luttes (production matérielle ou production de classements et de discours) et le mode de production et le mode de reproduction sont comme les changements de régime de ce moteur. Moteur qui ne tourne rond que pour celles et ceux qui sont au volant.

L'opposition binaire capital – travail du marxisme classique (bourgeoisie – prolétariat ou exploités – exploités) fut un dogme invisibilisant l'antagonisme classe des femmes – classe des hommes en le travestissant, et ce de la part de professionnel-les du discours, de la représentation et du classement occupant justement une situation intermédiaire entre ces deux camps : l'encadrement capitaliste. D'autres représentations produites majoritairement par cette même classe sociale recyclent différemment des oppositions binaires. Selon les rapports de force entre les classes, les destinataires, les stratégies de conservation ou de subversion, les luttes principales ou secondaires, ces dichotomies s'expriment à travers des analogies, semblant être fondées logiquement : étranger-es – nationaux, droite – gauche, peuple – élite, autochtones -allochtones, colonisé-es – colons, blanc-hes – non-blanc-hes, humain-es – non-humain-es, jeunes – adultes, racisé-es – non racisé-es, valides – non-valides, homosexuel-les – hétérosexuel-les, transgenre – cisgenre, 1 % - 99 %, etc., des plus anciens au plus récents. Les luttes de classements pour imposer ou contester ces assignations forment les bases matérielles des oppressions qui se développent au nom de ces assignations aussi bien que des luttes qui s'y opposent. Elles constituent des enchevêtrements entre luttes de classes et de classements, mode de production et de reproduction, visant *in fine* à conserver ou modifier les répartitions des productions matérielles et des connaissances.

Plus récemment dans l'histoire des luttes, des agent-es intermédiaires revendiquant ou assumant une identité genrée non-binaire ont proposé des représentations sociales transfigurant une division des fonctions en division des identités choisies ou imposées (transgenres, queers, intersexes, etc.). Sur les mêmes transfigurations, se développent des analyses sur les transclasses.

Cela s'explique par un diagnostic sur la période actuelle, profondément marquée par des défaites et une confusion durement ressenties, notamment pour tous les agent-es faisant profession ou ayant vocation d'émanciper l'humanité en s'émancipant eux et elles-mêmes. Avec le retrait et le reflux des luttes de classes persistent et se développent les luttes de classements. Mais cela donne aussi un inventaire des antagonismes et des oppressions qu'il faut prendre en compte du fait de leur histoire et de leur origine. L'impératif est de maintenir l'analyse de ces luttes comme des savoirs situés, comme « situés » mais surtout comme « savoirs ».

Les aventures de la dialectique

# Éléments de critiques du travail en régime capitaliste

(dépassement à suivre...)

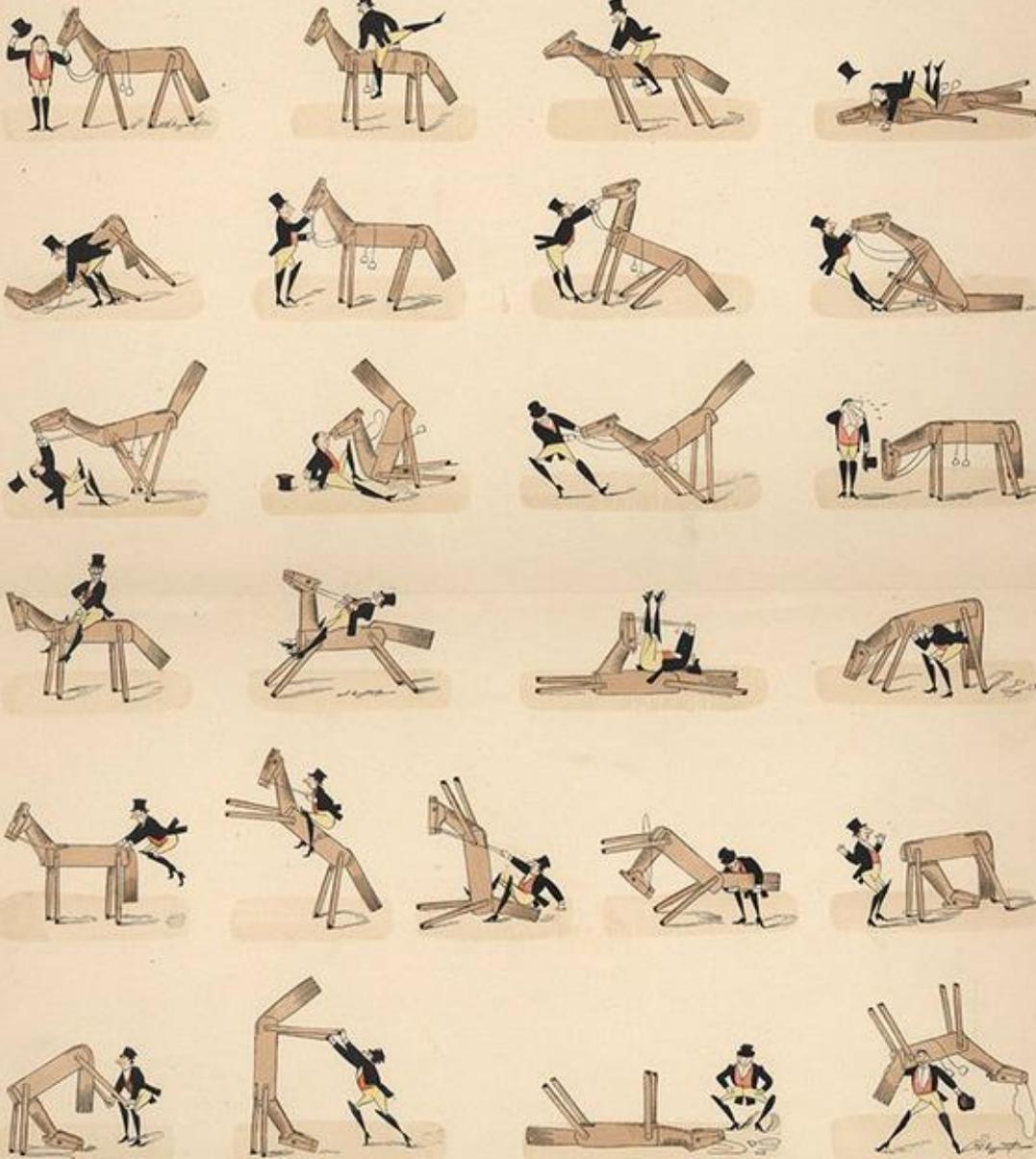
Un bon à rien (gagner), prêt à tout (perdre)

« *On prend jamais le vent debout. C'est lui qui pousse et on s'en fout, mon camarade !* »

# Der Stallmeister und sein Pferd.

1014

über:  
Des Non plus ultra der Pferdedeffer.



Münchener Bilderbogen.  
D. Wallner  
(Alle Rechte vorbehalten.)

Nro. 1014.

Hgl. Kupf- und Holzschnitt-Verfahren von Dr. C. Wolf & Sohn in München.

Veranstaltet und verlegt von Kraus & Schreiber in München.